

# La Civilisation française

GUIDE POUR L'EXPLICATION  
DES CHOSES DE FRANCE

PUBLIÉ CHAQUE MOIS, A PARIS  
PAR UN COMITÉ D'HOMMES D'ÉTUDE

*SE VEND A PARIS*

21, RUE VISCONTI (VI<sup>e</sup>)

*à l'abonnement et au numéro.*



ABONNEMENT : 24 fr. par an pour la France ; 26 fr. 40 par an pour l'Étranger. LE NUMÉRO: 2 fr. 50

Bibliothèque Maison de l'Orient



150507



LA  
CIVILISATION FRANÇAISE

GUIDE POUR L'EXPLICATION  
DES CHOSES DE FRANCE

---

---

COURRIER DE FRANCE  
A UN FRANÇAIS ÉLOIGNÉ

FANTÔMES DE DROITE

*JE vous sens fort ému — et à bon droit — de voir toutes les importantes publications qui émanent de chez nous depuis deux ans être exclusivement régressistes, toutes les revues qui se fondent — une encore récemment et avec quel fracas! — constituer, plus ou moins nettement, des suppôts du trône et de l'autel. Il ne faudrait tout de même pas en conclure, comme vous faites, que notre pays est revenu tout entier aux conceptions de Bossuet, et que la France rationaliste n'existe plus.*

*Ne repoussez pas ce dictame qui est de considérer que la chose peut s'expliquer aujourd'hui par une raison purement économique : la crise de l'imprimerie. Etant donné le coût de revient d'un grand périodique à l'heure actuelle, l'élévation nécessaire des prix de vente et d'abonnement, l'immensité des capitaux qu'exige une telle entreprise, il n'y a plus guère que les partis dits réactionnaires qui puissent s'offrir ce luxe.*

*On ne saurait trop, je crois, signaler ce fait aux étrangers qui doivent être, comme vous, fort impressionnés par cette carence du rationalisme français, et en tirer les mêmes déduc-*



tions : cette carence, dites-le bien, ne prouve pas du tout nécessairement que la France de Voltaire n'existe plus, vu que, si elle existe, elle n'a pas pour l'instant le moyen de se faire entendre d'eux. Cela est, d'ailleurs, fort grave ; car c'est bien en matière internationale qu'« exister, c'est être perçu ».

Ce n'est là, au surplus, qu'un élément à ajouter — momentanément, croyons-le — à la liste des avantages que les idées de droite ont sur celles de gauche dans leurs rapports avec leurs clientèles respectives, et dont il nous faut prendre notre parti. Ces avantages sont aussi nombreux qu'écrasants. Laissez-moi vous en rappeler quelques-uns :

Toujours dans l'ordre économique, les idées de droite ont affaire à une clientèle qui est capable de payer les publications qu'elle reçoit, sans les lire ; la clientèle de gauche n'a guère ces moyens-là, et elle « en veut pour son argent ». Il y a des abonnés du Gaulois qui n'ouvrent pas leur journal ; tous les abonnés de l'Humanité (j'entends qui payent leur abonnement) lisent l'Humanité.

Les publications de droite ont affaire à une clientèle qui peut leur rester fidèle par simple esprit de tradition. Que de gens sont abonnés au Figaro ou au Correspondant parce qu'on le fut toujours dans leur famille ! Rien de tel dans le monde de gauche, où l'idée de tradition n'a pas de valeur.

La clientèle de droite se désabonne difficilement. Par essence, elle répugne au changement. Elle fait infiniment plus crédit à ses publicistes que le monde de gauche ne fait aux siens ; elle est infiniment plus dans leur main ; elle les considère infiniment plus comme des êtres supérieurs, comme des directeurs d'âme. C'est que la confiance, l'esprit d'humilité, la volonté d'être gouverné sont partie de l'esprit de droite. Par l'exercice même de ses doctrines, l'homme de droite est la brebis modèle. Au surplus, il croit à la vérité de ses dogmes avec infiniment plus de force que l'homme de gauche ne croit aux siens.

*Le monde de droite ne revient guère sur ses suffrages : un auteur, une fois adopté, n'est plus mis en question. La gauche n'abdique jamais son contrôle et ses adhésions sont toujours révocables. Tel coryphée de la droite garde toute sa clientèle malgré une succession de mauvais livres, jugés tels par elle-même ; M. Anatole France est condamné, pour conserver la sienne, à avoir du talent.*

*Naturellement, je ne parle pas de cette gauche forcenée, qui rendrait des points à la droite comme asservissement à sa presse, et qui n'a rien de commun avec cette forme d'esprit que vous déplorez de ne plus voir en notre pays.*

*Mais, demandez-vous alors, cette France rationaliste, qui n'a donc pas pour l'instant le moyen de s'affirmer, existe-t-elle du moins ? A côté de cette France de Maistre et de Bonald, qui confisque présentement toute l'attention de l'étranger, existe-t-il toujours une France criticiste et libérale, encore qu'on ne l'entende pas ?*

*Oui, la France de Voltaire et de Renan existe toujours, et nous avons ici l'impression nette que, s'il le fallait encore, si le malheur des temps voulait que le droit et la civilisation se trouvassent en péril parmi nous, on sentirait la réalité de cette France et son poids tout-puissant.*

*On ne saurait nier toutefois que cette France-là ne se rencontre guère, pour l'instant, que dans les anciennes générations ; cette fois encore, c'est son sénat intellectuel qui, s'il le fallait, rappellerait notre pays au bon sens. La génération moyenne, celle qui avait de vingt à trente ans en 1898, s'est entièrement remise de son libéralisme, qui y était d'ailleurs plutôt sporadique et de nature assez bénigne ; le cas du « dreyfusard » Péguy poussant, dans Notre Jeunesse, quinze ans après la fameuse crise, son Adsum qui feci est à peu près unique. Quant aux jeunes couches, — malgré de bruyantes offertes aux autels de Minerve,*

— elles sont nettement hostiles à tout esprit moderne, pour le moins « pragmatistes ». Il faut bien dire aussi que ce sénat rationaliste comprend plus de profanes — j'entends de médecins, de magistrats, d'universitaires, de simples hommes du monde — que d'hommes de lettres proprement dits, que de penseurs patentés : parmi les écrivains qui naissaient à la vie littéraire vers 1880, des hommes comme Alfred Capus ou Abel Hermant, restés fidèles aux dieux de leur jeunesse, sont assez exceptionnels (les deux récents volumes de ce dernier, *l'Aube ardente* et *la Journée brève*, premiers actes d'une trilogie qui conte l'âme d'un Français « d'une guerre à l'autre » sont un bon exemple de cette fidélité<sup>1</sup> ; on peut se demander si l'auteur ne paye pas de son entrée à l'Académie ce renanisme impénitent). Convenons enfin qu'au défaut d'être peu nombreuse et peu jeune cette France critique ajoute celui d'être peu militante ; non seulement elle manque pour le moment du moyen de s'affirmer, mais on dirait qu'elle en a peu le besoin ; soit que le mépris de la lutte constitue décidément le fond de l'esprit critique, soit que nos renaniens sentent qu'ils ont, en dépit de l'apparence, cause gagnée dans le monde, ils semblent présentement assez peu soucieux de partir en guerre. Au surplus, c'est plutôt contre le mysticisme de gauche, contre l'illuminisme révolutionnaire et internationaliste qu'ils lèveraient l'étendard, comme on l'a vu aux dernières élections.

C'est que la réaction nous paraît beaucoup moins dangereuse que vous ne croyez. Il en est d'elle comme des Gothas pendant la guerre : nos amis éloignés s'inquiètent pour nous bien plus que nous ne faisons nous-mêmes. Sans doute, la réaction grossit la voix depuis quelque temps. La paix a comporté pour notre pays certaines conditions décevantes qu'elle ne manque

1. « La raison du jeune Philippe n'était point capable de pragmatisme comme devait l'être bientôt, et, il faut le croire, sincèrement, la raison plus accommodante de ses cadets. Elle ne se souciait point si une vérité est bienfaisante, mais si elle est vraie » (*L'Aube ardente*, p. 243).

*naturellement pas d'exploiter. Elle impute au régime la nécessité où nous sommes de subir, dans la victoire, la volonté d'alliés plus puissants que nous et dont nous ne pouvions nous passer; comme si toute l'histoire de la France monarchique, pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, n'était pas la constante subordination de nos intérêts à ceux de nos alliés<sup>1</sup>; comme si la République avait rien d'aussi cruel à son actif que cette paix d'Aix-la-Chapelle, qui clôt la guerre de la Succession d'Autriche, où nous dûmes sacrifier à notre alliance avec l'Espagne, — qui, celle-là, ne nous avait valu aucun surplus de force, — tout le bénéfice de nos victoires, les Pays-Bas entièrement conquis. Elle dénonce le malaise européen qui survit à notre triomphe, la possibilité de guerre qui continue de planer sur le monde, elle reprend l'antienne du vieux prophète après la victoire de Nabuchodonosor :*

*Ainsi les nations se seront épuisées pour le néant,  
Elles se seront exterminées au profit du feu !*

*et feint de croire que cette incapacité d'« en finir » avec l'adversaire est un monopole de la démocratie; comme si la maison d'Autriche avait cessé de nous inquiéter au lendemain de la paix de Westphalie, comme si le traité de Nimègue avait sonné la paix de l'Europe. Elle met sur le compte de la machine parlementaire toutes nos maladresses dans la conduite de la guerre, toutes nos hésitations, toutes nos lenteurs, — sans se douter (à qui se fier?) que Ludendorff explique la défaite de l'Allemagne précisément par l'absence de parlementarisme<sup>2</sup>. Assurément, tout cela enfle son*

1. « C'est un des traits caractéristiques de la politique extérieure de la France sous Louis XV, en même temps qu'une preuve de l'affaiblissement de son prestige et de sa force d'influence : dans les divers systèmes d'alliance qui furent pratiqués, alliance anglaise, alliance espagnole, alliance autrichienne, la politique et les intérêts français, contrairement à la tradition du xvii<sup>e</sup> siècle, furent constamment subordonnés et même sacrifiés à la politique et aux intérêts des alliés » (Albert Malet, XVIII<sup>e</sup> siècle, p. 130).

2. « J'aurais voulu faire comme Clemenceau et Lloyd George et galvaniser

réquisitoire, mais porte en somme assez peu : l'idée qu'un roi eût mieux conduit la guerre gagne tout de même peu de terrain, et quand la foule cite un homme qui nous eût fait, croit-elle, une meilleure paix que Clemenceau, elle nomme Briand ou quelque autre sans-culotte, mais fort peu Philippe VIII. Et puis, pour quelques méchants sophismes que la réaction gagne, songez à ceux qu'elle perd : songez qu'elle perd le cliché du « Juif anti-français », celui de l'« honneur de l'armée », incompatible avec les exigences d'une démocratie ; qu'elle perd surtout celui de « la République incapable de défendre la nation » ! Songez qu'un de ses principaux aliments — l'inquiétude du capitalisme — est en train de lui échapper, d'abord en raison de l'échec des dernières grèves, et surtout grâce à l'attitude d'une Chambre républicaine qui semble demander ses conseils de politique fiscale à Bourdaloue et ne songe visiblement qu'à marcher dans les pas de ces monarques dont parle l'illustre Jésuite, « qui se trouvent obligés à tirer les plus grands secours de leurs moindres sujets, pendant qu'ils ménagent les plus opulents et les plus aisés<sup>1</sup> ».

L'effet de tout cela, c'est que la haine du régime semble, pour l'instant du moins, quelque chose d'assez peu profond, d'assez purement littéraire, une sorte d'attitude morale que les classes riches et élégantes se doivent à elles-mêmes de garder et qui, je vous l'avoue, manquerait à l'idée que je me fais d'une démocratie bien organisée. (Convenons qu'une bourgeoisie qui, en République, ne serait pas réactionnaire, choquerait notre sens de l'ordre.) En somme, les chances actuelles de la réaction m'apparaissent comme

tout le peuple, mais je n'étais pas un dictateur. Lloyd George et Clemenceau disposaient des parlements souverains de leurs pays respectifs, car c'étaient « leurs » parlements. Ils étaient en même temps à la tête de tout l'appareil administratif et exécutif. Moi, au contraire, la constitution ne me donnait pas la possibilité d'agir immédiatement sur les pouvoirs publics de l'Allemagne pour assurer l'exécution de ce que je tenais pour indispensable à la guerre » (Ludendorff, *Souvenirs de guerre*, t. II, p. 329).

1. Sermon sur l'aumône.



à peu près nulles auprès de ce que nous les avons vues dans notre jeunesse ; des assauts comme le boulangisme ou comme la campagne électorale de 1902 me semblent impossibles aujourd'hui et de plus en plus.

Diagnostic de philosophe toutefois, c'est-à-dire d'un genre d'homme particulièrement doué pour l'erreur en matière de réel ! Ce qui m'inquiéterait assez, pour l'avenir de la République, c'est qu'il ne m'inquiète pas !

JULIEN BENDA.

SUR LE ROMANTISME FRANÇAIS

---

III

LA RESTAURATION

Du livre *De l'Allemagne* (1813) à la première d'*Hernani* (1830)

par ANDRÉ MONGLOND

(Institut français de Florence).

L'arrêt du mouvement romantique, sous l'Empire, n'est qu'apparent. Sous le pseudo-classicisme on aperçoit clairement, comme l'eau coulant sous la glace, tout un courant d'idées et de sentiments qui porte vers la Restauration et que Napoléon n'a fait que retarder. Déjà, aux dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, entre la Révolution et l'Empire, l'œuvre de Bonald, les *Considérations sur la France* de Joseph de Maistre, le *Génie du Christianisme*, « livre d'émigré » dans sa première inspiration, essayaient de créer une atmosphère propice à la reprise des anciennes traditions. Dans les dernières années de l'Empire, la philosophie et l'enseignement de Royer Collard, de Guizot et de Villemain continuent et achèvent l'œuvre de réaction contre le XVIII<sup>e</sup> siècle. A cette époque meurt aussi, avec la génération qui l'avait vécu, le romantisme des âmes sensibles, issu de Rousseau, auquel Colnet et Jouy ont beau jeu à donner le coup de grâce.

On était las de plus en plus du régime impérial. On étouffait dans cette caserne. « Lorsque le canon, écrit M<sup>me</sup> de Boigne, nous annonçait le gain de quelque brillante bataille, un petit nombre s'en affligeait, un nombre plus grand s'en réjouissait,

mais la population y restait presque insensible. Elle était rassasiée de gloire. »

La poésie ossianique et le genre troubadour procurent aux imaginations le moyen d'échapper au dur réalisme de l'époque :

*Que j'aime l'aspect romantique  
De ce bois rempli de fraîcheur,  
Sa paix douce et mélancolique  
Et sa religieuse horreur.*

*J'erre dans ses sombres allées,  
Et parviens, par un long détour  
Vers les retraites isolées  
Que préférait le Troubadour...*

*Là, le funéraire narcisse  
Emblème des tendres regrets,  
Agite son tremblant calice  
Et s'élève autour des cyprès.*

On se plaît à peindre « ces châteaux écartés » propices « aux aventures d'amour », ruines aujourd'hui, où « la corneille à tête grise, les éperviers et les buses font séjour ». On évoque les « fées si secourables ou si persécutantes, le silence des bois, des cloîtres, les rêveries douces, les grands seigneurs, leurs dames, leurs enfants », et leurs sujets « qui les considéraient et leurs rubans, et leurs plumages, et leurs ailes de gaze et d'argent, grands yeux ouverts, bouche béante », comme dans un tableau de primitif, — « des troubadours, des scènes amoureuses, quelques tournois », tout le passé médiéval et chrétien, tels que le ressuscitent, héroïque et galant, la *Chevalerie de Creuzé de Lesser* (1812), la *Gaule poétique* (1813-1817) et *Tristan le Voyageur* (1825-1826) de Marchangy, le *Choix des poésies originales des troubadours* (1816-1821) de Raynouard, le *Tableau littéraire de la France pendant le XIII<sup>e</sup> siècle* de J. de Rosny.

Un obscur poète lyonnais publie en 1815, dans un recueil d'*Elégies et Odes*, une pièce qu'il intitule « Méditation » :

*L'étoile au front doré, brille à travers la nue ;  
 Ses rayons parcourant la céleste étendue,  
 S'en vont frapper au loin les yeux du voyageur.  
 Doux silence des nuits que tu plais à mon cœur !*

.....  
*Que les grands de la terre étalent leur splendeur  
 Je ne désire point leur fragile bonheur...*

.....  
*Qui me révélera les secrets du Grand Être?*

.....  
*O mort, je vois ton glaive avec des yeux sereins !  
 Viens, frappe, et de ses fers dégage ma pensée,  
 Vers l'immortel séjour vainement élançée.*

Nous avons déjà, en ces vers maladroits, le thème de l'*Isolement*. On trouverait dans Baour-Lormian, Chénedollé ou Millevoye, toute une veine de poésie mélancolique, rêveuse, floue, qu'on ne peut définir complètement qu'en disant qu'elle est déjà lamartinienne. Si, à l'inverse de tant d'autres œuvres, les *Premières Méditations* se sont imposées tout de suite et sans violence, c'est que dix ou quinze ans de poésie moins heureuse préparaient la sensibilité française à leur faire accueil.

\* \* \*

Peu d'époques dans notre littérature sont aussi dénuées, non, pas même, quoi qu'on dise, la Révolution et l'Empire. Une intense reprise d'activité intellectuelle, et, surtout vers la fin, les débuts pleins de promesses de Hugo, Vigny, Musset, Mérimée, Stendhal et Sainte-Beuve, mais, si l'on retranche *Adolphe* qui, par sa date de composition, se rattache à la période précédente, en dehors des *Méditations*, où est le chef-d'œuvre ?

Au point de vue littéraire et social, la Restauration est une époque d'organisation : voilà toute son originalité. La Révolution produit ses effets profonds et la société bourgeoise s'établit, en dépit de la réaction ultra. Le romantisme cherche sa définition, de même que la société la stabilité, et, se constituant comme école, il devient, de création sentimentale spontanée, littérature.

Un article de Ch. de Villers, dans le *Magasin encyclopédique*, le livre *De l'Allemagne, la Littérature du Midi de l'Europe*, de Sismondi, la traduction, par M<sup>me</sup> Necker de Saussure, du *Cours de Littérature dramatique* de Schlegel, tels sont, entre 1810 et 1813, les vrais débuts de l'école romantique, sous le patronage de M<sup>me</sup> de Staël.

Le mot de romantique lui-même, qui, au xviii<sup>e</sup> siècle, exprimait le pittoresque de paysages émouvants ou mélancoliques, se charge d'un sens nouveau pour enregistrer les progrès de l'idée romantique. Opposé au terme de classique, appliqué aux littératures antiques et à leurs imitations dans les temps modernes, il désigne, pour M<sup>me</sup> de Staël et ses disciples, la littérature issue de la tradition chrétienne et chevaleresque du moyen âge. Il schématise désormais toute une conception nouvelle de l'histoire littéraire.

La littérature romantique, c'est la littérature indigène de l'Europe, Ossian, les scaldes danois, Dante, tout le moyen âge français. Mais, tandis que, dans les autres pays, elle se continuait avec Shakspeare ou Milton, Le Tasse et l'Arioste, Calderon, chez nous la tradition nationale et européenne était, pour trois siècles, brisée à la Renaissance, par le retour aux sources antiques. Seuls, dans notre xvii<sup>e</sup> siècle, un Pascal et un Corneille sont romantiques parce qu'ils n'ont pas imité les anciens. Telle est la doctrine éparse dans toute la critique romantique de la Restauration, et que condense avec talent, en 1825, l'auteur anonyme de *l'Essai sur la littérature romantique*<sup>1</sup>.

1. Ajoutons que les critiques les plus clairvoyants de la Restauration, un

Ce qu'une telle théorie a de discutable, est-il besoin de le dire ? Mieux vaut, pour essayer de l'expliquer, en rechercher l'origine et la raison profonde.

La littérature pseudo-classique, imitation au deuxième ou troisième degré, chaque jour plus vide, meurt parce qu'elle ne répond plus au besoin profond des âmes, parce qu'elle ennue. Il s'agit d'expliquer historiquement que cette littérature, qui prétend continuer la tradition du xvii<sup>e</sup> siècle, n'est plus adaptée à la société. Car la littérature est ou doit être l'expression de la société : cette formule, si elle n'est pas de l'auteur de la *Littérature*, résume fidèlement sa pensée. A une société chrétienne, il faut une littérature chrétienne. On voit quelle « contamination » la critique romantique, qui procède essentiellement de Chateaubriand et de M<sup>me</sup> de Staël, fait de leur poétique.

Donc le « romantique seul, déclare en 1825 Cyprien Desmarais, est en rapport avec l'état de la sensibilité humaine à notre époque ». « Sera romantique, affirme de son côté Stendhal, ce qui est adapté aux mœurs actuelles... Le *romanticisme* est l'art de présenter aux peuples les œuvres littéraires qui, dans l'état actuel de leurs habitudes et de leurs croyances, sont susceptibles de leur donner le plus de plaisir possible. Le *classicisme*, au contraire, leur présente la littérature qui donnait le plus grand plaisir possible à leurs arrière-grands-pères. » Qu'a de si étrange cette définition, si l'on songe que presque tous les critiques de la Restauration voient la littérature classique à travers la littérature pseudo-classique de leur temps ?

Littérature vieillotte, tandis que la société est toute nouvelle. Rien n'a frappé davantage les contemporains. Ils commencent à voir clairement les effets profonds de la Révolution. L'Empire a

Nodier, un Cyprien Desmarais, aperçoivent, comme les historiens littéraires d'aujourd'hui, les véritables origines françaises du romantisme dans les modifications profondes de la sensibilité au xviii<sup>e</sup> siècle, et que, pour eux, Rousseau, Bernardin de Saint-Pierre, Ramond, sont, avant Chateaubriand et M<sup>me</sup> de Staël, les vrais ancêtres du romantisme.

consommé la rupture avec le passé, plus complètement que si la Restauration eût suivi immédiatement la Terreur. Entre l'ancien régime et le monde nouveau, un abîme. Qui n'a lu les pages dououreuses et trépidantes qui ouvrent la *Confession d'un Enfant du siècle*? Sur un monde en ruine, une jeunesse soucieuse et sans avenir, qui ne tient plus au passé. Ce qui sera n'est pas encore. Tout semble provisoire, d'où un malaise inexprimable, une lassitude infinie. « Nous avons successivement épuisé, écrit un contemporain (1826), les fausses doctrines philosophiques, les faux systèmes politiques, la terreur, l'ambition, la victoire; maintenant on dirait qu'il ne nous reste plus rien à faire, plus rien à tenter; nous retombons sur nous-mêmes... Effrayés de la vanité de nos efforts, découragés d'avoir inutilement prodigué nos sueurs et notre sang, nous arrivons au scepticisme politique; nous ne croyons plus à rien, parce que nous avons cru trop aveuglément à tout, et que tout nous a trompés. » Le grand désarroi du siècle commence.

Quel meilleur commentaire à la *Confession* de Musset, au *Rouge et Noir*, que les réflexions (antérieures de plusieurs années) de Cyprien Desmarais? « Lorsque 1814 vint, le grand mouvement excentrique qui avait fait déborder le trop plein de notre gloire sur tous les peuples de l'Europe, et jusqu'au fond de la Russie, s'arrêta tout à coup: dès lors les Français ne surent plus que faire de cette effervescence qui leur est naturelle. »

La société bourgeoise que la Révolution a poussé au premier plan, cette société qui a le bien-être pour but, l'argent pour mobile, ne nourrit qu'une ambition: s'installer confortablement. « L'Empire, dit toujours le même Cyprien Desmarais, qui nous avait embarrassés d'une richesse factice, en parant un moment notre orgueil des dépouilles de l'Europe, dépouilles qui bientôt, dans nos mains, se changèrent en haillons, tout cela avait fait pour nous du luxe non seulement un besoin, mais de plus une habitude. D'autre part, des bouleversements révolutionnaires, des

folies de l'Empire, ou avait vu surgir, comme par enchantement, une foule de fortunes. Toutes ces grandeurs d'un jour, loin de décourager l'envie ne faisaient qu'exciter une dangereuse émulation... » D'où l'âpre lutte, les vastes désirs que la vie déçoit, les dégoûts et les révoltes. « Parce que la rapidité du mouvement social a jeté quelques hommes au sommet de la fortune et des richesses, chacun comparant le point qu'il occupe lui-même, se croit des droits à la même destinée, ou plutôt au même hasard : ainsi, voilà le hasard qui, dans les lois de la nature, couronne à peine une chance sur cent mille, chargé de faire le bonheur de tout un peuple. Or, qu'est-ce qu'une société où, sur cent mille individus, un ou deux seulement arrivent au sort qu'ils avaient désiré. » Donc, luxe dans les mœurs, gêne dans les fortunes, le prix de la vie ayant doublé ou triplé, course à l'argent sans issue, surmenage, avocats sans cause, médecins sans clientèle : une société de parvenus et de ratés. « L'Empire offrait au moins à la jeunesse de belles funérailles. » (Nettement.)

On devine le chaos de ce monde en reconstruction. « Dans la même maison, à la même table, on a vu des croyants et des non croyants ; un peuple composé de plusieurs peuples, une famille composée d'étrangers. Une sorte d'anarchie de sentiments et d'idées s'est emparée de la société tout entière. » La famille se dissout, au profit de l'individu.

« Si, dans le cours de l'histoire d'un peuple, conclut un témoin, une époque inouïe se présente qui n'ait rien de commun avec les époques précédentes, elle produira des mœurs et une littérature toute différente des mœurs et de la littérature des âges antérieurs. »

« On demande à la littérature des émotions neuves, fussent-elles douloureuses. La sensibilité s'use et se blase. » Ainsi s'expliquent les progrès du genre frénétique.

Les grandes catastrophes de la Révolution et de l'Empire ont



éveillé le sens historique. Avec Augustin Thierry ou Barante, plus tard avec Michelet, ce que l'histoire ambitionne, c'est, par la couleur locale d'atteindre l'homme dans sa diversité extérieure, de le peindre surtout en ses gestes et son costume, accusant, comme le théâtre, l'indigence psychologique du romantisme. Ce qu'elle prétend, c'est « charmer le lecteur, lui faire oublier son époque, l'environner d'illusions rétrospectives ». Elle est une forme du lyrisme.

Et le lyrisme est la grande, la plus originale création du romantisme, la forme littéraire qui répond le mieux aux aspirations profondes des âmes et que, avant même les *Méditations*, la critique du temps est unanime à provoquer de ses vœux, comme un effet de la secousse révolutionnaire, comme un besoin de la société nouvelle que nous venons de décrire. A mesure que se crée la grande poésie romantique, combien de témoins nous révèlent qu'elle apaise l'inquiétude contemporaine, soit qu'elle exprime, comme l'histoire, la nostalgie du passé, la fuite dans l'espace ou dans le temps, très loin du monde actuel, odieux ; soit que, se faisant plus intime avec *Joseph Delorme*, ce René bourgeois, ce « Werther Jacobin et carabin », elle étale, en des « nudités d'âmes », les tristesses mesquines, les désirs avortés de cette jeunesse, issue de la Révolution, « vieille avant le temps, tourmentée par l'ambition plus que par l'amour », tristesses, mélancolies où il entre tant de littérature, mais qui traduit excellemment « ce désenchantement prématuré, qui, dans la jeunesse, n'est souvent que l'ennui de n'avoir joui de rien ».

La société est religieuse de désir. A une époque où « tout était impitoyable, hommes et choses », elle a voulu des consolations, et le *Génie du Christianisme* a paru. Sans doute, remarque le catholique Nettelement, « cette tendance au christianisme a quelque chose de vague et de confus, qui ne peut ni ne doit satisfaire les esprits austères ; sans doute il n'entre encore dans la plupart des âmes que comme une puissante poésie ; mais enfin il

y entre, et avec une invincible autorité ». Le retour à la religion ne s'est point opéré par le dogme. « C'est par la puissance la plus intime que la religion a triomphé de notre incrédulité, de nos dégoûts, c'est par ce qu'il y a en elle de plus poétique, qu'elle entraîne notre conviction après s'être emparée de toutes les facultés de notre être. Il a suffi à la sensibilité nationale, après avoir été desséchée par le philosophisme, d'être rendue à toute son énergie native pour redevenir religieuse. » (Desmarais.)

« Jamais plus qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la littérature ne fut imprégnée de sentiment religieux »<sup>1</sup>, alors même que les esprits semblent plus sceptiques. Les écrivains religieux de la Restauration sont tous romantiques, observe Desmarais. « Le libertinage du cœur remplace le libertinage des sens. » (Alletz.) L'amour humain qui, chez les poètes romantiques est toujours accompagné d'une « teinte pieuse »<sup>2</sup>, la souffrance, par qui se fait l'apprentissage, le vide ou l'incomplet de la destinée : autant de sentiments qui ramènent à Dieu nos romantiques. Qu'est-ce à dire, sinon que le romantisme n'est en son fond que la révolte spontanée, instinctive contre l'athéisme desséchant du XVIII<sup>e</sup> siècle, contre le réalisme brutal de ce monde d'argent et d'arrivisme né de la Révolution, la révolte des âmes obscurément religieuses, des idéalistes, des meilleurs. Ce sentiment religieux, qui oscille d'un vague catholicisme à un panthéisme naturaliste trouve dans la poésie lamartinienne son expression la plus fidèle.

J'ai laissé parler les contemporains. Tous les contre-sens sur le romantisme viennent de ce qu'on ne les a pas assez écoutés. Soumis à des restrictions sévères, je ne saurais en quelques lignes esquisser l'histoire complexe, pittoresque de l'école romantique. Que le lecteur curieux se reporte au livre ingénieux de M. Marsan, aux abondantes récoltes d'inédit faites par Léon Séché.

A voir les choses de loin et de haut, le romantisme de la Res-

1. Perrenès.

2. Ulric Guttinguer.

tauration a contre lui les royalistes ultras et classiques de la Société des Bonnes-Lettres, conservateurs en littérature comme en politique, les libéraux voltairiens et, d'une façon générale, tous les attardés du XVIII<sup>e</sup> siècle, enfin les bonapartistes qui, à cette date, s'allient avec les libéraux, pour ne voir dans les nouvelles doctrines qu'une barbarie grotesque, qui a fait irruption en France lorsque les Anglais campaient au Bois de Boulogne et les Cosaques au Luxembourg, une ligue de l'Angleterre et de l'Allemagne contre notre hégémonie littéraire.

Il a pour lui le néant des pseudo-classiques et tous ceux qui, en littérature comme en politique, se rattachent à Chateaubriand, les royalistes et catholiques du *Conservateur littéraire* et de la *Muse française*. Aucune revue ne nous fait, du reste, mieux comprendre la confusion des idées littéraires, aux environs de 1824, que la *Muse*, composée par moitié de poètes de l'Empire et de jeunes. Elle élude, prudemment, ainsi que Hugo dans la préface des *Odes*, la question du romantisme et jusqu'au mot devenu synonyme d'extravagance. De même au théâtre; toute l'audace des novateurs se réduit à jeter des sujets nationaux dans le moule classique<sup>1</sup>.

A côté de ce romantisme catholique, issu de Chateaubriand, se forme un romantisme libéral issu de M<sup>me</sup> de Staël, dont l'organe sera le *Globe*, les points de ralliement le salon des Stapfer, les vendredis de Viollet-le-Duc, les dimanches de Delécluze, groupe curieux surtout de littérature étrangère et appelant de ses vœux un roman historique à la manière de Shakespeare. On sent quelles affinités rapprochent Stendhal et Mérimée de ce romantisme doctrinaire et réaliste.

1. La confusion persiste pour beaucoup jusqu'en 1830. A cette date Jouy oppose aux romantiques, pour les accabler, la liste de classiques suivante : Sénancour, C. Delavigne, Béranger, de Pongerville, le comte de Ségur, Barthélemy, Méry, Alexis Dumesnil. Qu'on ne soit pas surpris de voir établir parmi les poètes cette hiérarchie singulière: Delavigne, Lamartine, Hugo, Sainte-Beuve, Alfred de Vigny. Après tout, ni Hugo ni Vigny n'avaient encore donné leurs chefs-d'œuvre.

Mais l'évolution de Chateaubriand vers le libéralisme, après son renvoi du ministère (6 juin 1826), entraîne dans la même voie les poètes de la *Muse*. Un double rapprochement, politique et littéraire, se fait entre les deux groupes. Ce qu'il peut y avoir de révolutionnaire dans le mouvement littéraire qui affranchit du classicisme et de la littérature d'ancien régime se manifeste. Qu'est-ce que le romantisme, dira-t-on après 1830, sinon le protestantisme ou le libéralisme dans les lettres et dans les arts ?

Aux mornes années qui ouvrent la Restauration succède une activité intense et juvénile. Les romantiques de la troisième génération (la première étant celle de Jean-Jacques, la deuxième celle de Chateaubriand), presque tous nés au début du siècle, arrivent à la majorité. La peinture romantique triomphe aux salons de 1824 et de 1827. Artistes et poètes se rencontrent et fraternisent d'abord à l' Arsenal, chez Nodier, qui, après la disparition de la *Muse*, avait pris nonchalamment la direction de l'école romantique, puis dans la maison de Victor Hugo, rue Notre-Dame des Champs, ouverte à tout venant, et transformée bientôt en Cénacle par l'ascendant croissant et le charme du jeune poète.

Talma meurt (octobre 1826), qui, seul, soutenait de son prestige la tragédie classique. Les romantiques, avec la complicité du baron Taylor, prennent d'assaut la Comédie-Française. *Hernani* est le signal de la victoire définitive, la Révolution de juillet, celui de la dispersion. Au Cénacle, la cohue et la jalousie ont détruit l'intimité. La politique divise les troupes romantiques, les uns restant fidèles à la légitimité, les autres passant, par le Saint-Simonisme, à la démocratie.

Désormais, dans une mesure très délicate à déterminer, la littérature va réagir sur la vie. La jeunesse de Flaubert, de Maxime du Camp, des Goncourt, de Renan, de Taine lui-même, sera imprégnée de son influence. Des étudiants, des jeunes gens, comme le Frédéric Moreau de l'*Éducation sentimentale*, de petites

---

bourgeoises de provinces comme Emma Bovary, des grisettes, laisseront passer dans leur sensibilité et dans leurs mœurs ce que le romantisme eut de plus exalté et de plus malsain.

---

LES TRAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'ESPRIT FRANÇAIS  
DANS LA LITTÉRATURE ET DANS L'HISTOIRE<sup>1</sup>

par GUSTAVE LANSON  
(Université de Paris).

I

L'esprit français ne se laisse pas aisément définir. Et la raison de cette difficulté est assez apparente. Un des penseurs les plus sagaces de ce temps-ci disait récemment dans une de nos revues :

« Tous les tempéraments, tous les caractères se manifestent en France, et cela en proportions plus égales qu'ailleurs... Dans tous les domaines de l'activité civilisée, nous avons à citer, en grand nombre, des hommes de premier ordre, et le plus souvent des grands hommes ; c'est ce qui nous distingue des autres nations, dont telle ou telle peut nous égaler ou nous surpasser sur un point, mais qui sont toujours affligées par ailleurs de quelque notable lacune. Où sont les sculpteurs de la Hollande, qui a de si grands peintres, et de l'Angleterre, qui a Shakspeare ? Même différence lorsque l'on considère le cours de l'histoire : partout des léthargies ont suspendu, pendant de longues périodes, certaines activités intellectuelles, la vie de certains arts : des arts plastiques en Allemagne, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. En France, et cela à partir du moyen âge, toutes les activités sont restées en éveil : leur intensité seule a varié....

1. Cette étude, rédigée d'après des conférences données au Canada et aux États-Unis en 1916-1917, a paru d'abord en français dans l'une des plus grandes revues américaines, *The North American Review*, au printemps de 1917. Cette étude et les leçons sur l'Idéal français publiées dans les précédents numéros de la *Civilisation française* peuvent être complétées par la conférence sur la France d'aujourd'hui, publiée dans *Trois mois d'enseignement aux États-Unis* (1918.in-8°).

« La vérité est... que chaque aptitude est représentée en France par une petite élite, guère plus nombreuse qu'ailleurs, mais que toutes les aptitudes y sont comparativement bien représentées, tandis qu'ailleurs certaines le sont mal<sup>1</sup>. »

On ferait la même constatation dans le domaine de l'activité sociale et politique. L'Angleterre a le génie de la liberté; la Prusse a le double génie de la docilité et de la domination : et ces génies s'affirment avec continuité dans l'histoire. Certaines nations n'ont jamais dévié de la ligne de l'intérêt et n'ont pas connu les élans de l'honneur ou de la générosité. Nous, nous avons été réalistes avec Louis XI, Richelieu, Louis-Philippe, impérialistes avec Louis XIV et Napoléon ; nous avons fait des guerres utilitaires, des guerres de magnificence, des guerres humanitaires et idéalistes ; et, dans la même décade, le monde nous a vus élever les autels de la Liberté et nous précipiter aux pieds de l'Empereur. Toutes les aspirations, des plus froidement âpres aux plus follement chevaleresques, se sont à tour de rôle réalisées dans notre histoire ; et nous avons paru, selon les heures, nés pour l'anarchie ou pour l'obéissance. Inconstante et déconcertante nation, chez qui la veille n'engage jamais le lendemain !

Voilà ce qui fait la difficulté de définir l'esprit français. Voilà justement ce qui nous fournit le premier élément de la définition : la *variété*. L'esprit français est le moins déterminé, le moins limité des esprits nationaux : il se révèle capable de tout.

La cause naturelle de cette variété se découvre aussitôt.

« La France, dit M. Sageret, est le pays le plus riche en races. » Par-dessus les races encore mystérieuses de la préhistoire, sont venus s'entasser sur ce bord occidental du Vieux Monde, à l'aube des temps historiques, des Ibères, des Celtes, des Gaulois, sur lesquels les invasions et les migrations ultérieures ont encore déposé des Grecs, des Romains, des Italiens, des Francs, des Burgondes, des Wisigoths, des Bretons : que sais-je ? Il ne nous a même pas manqué des Sarrasins, ni quelques Huns.

1. Jules Sageret, *L'Avenir de l'Union sacrée* (Revue de Paris, 1<sup>er</sup> Octobre 1916).

De ce *pot-pourri* d'humanité, les forces égalitaires et assimilatrices du sol, du climat, de la religion, de la langue, des mœurs, du gouvernement, de la culture, ont fait un peuple. Notre esprit s'est déterminé, avec notre nationalité, entre le *x<sup>e</sup>* et le *xvi<sup>e</sup>* siècle, dans la France du Nord et du Centre, entre la Somme et la Loire, autour du primitif domaine royal, autour de Paris, dont la fonction régulatrice s'exerce déjà dans ces époques de centralisation très faible, et dont l'attraction intellectuelle et sociale se fait sentir même au delà des régions soustraites au pouvoir politique de nos rois <sup>1</sup>. La personnalité de la France est dès lors si fortement construite que toutes sortes de variétés humaines peuvent continuer à se déverser chez nous sans l'affaiblir ni l'altérer. Par l'extension de l'autorité royale et par l'élargissement des frontières, toutes les provinces de langue d'oc, Massif central, midi Méditerranéen, midi Pyrénéen, puis la Bretagne, l'Alsace, des parties de la Flandre et du Hainaut, des Basques, des Catalans, des Italiens de Nice et de la Corse ; par l'hospitalité donnée aux débris des races et des nationalités opprimées, une multitude de Juifs d'Espagne, de Portugal, d'Allemagne et de Russie, d'Irlandais, de Grecs, de Polonais, entrent dans la vie française, et s'incorporent l'esprit français. Nous avons même étendu la France en dehors de la race blanche jusqu'à des *jaunes* et des *noirs*. D'une esclave de couleur sont sortis les trois Dumas, le général, le romancier et l'auteur dramatique.

Tous les matériaux hétérogènes se sont si bien fondus, absorbés, assimilés que parfois les plus nettes expressions de notre génie national, dans tous les ordres, se sont produites sous des noms qui accusaient l'origine étrangère. Les différences de race ont été réduites sans laisser dans l'esprit français autre chose qu'une richesse de nuances et d'aptitudes. Ainsi notre unité n'est

1. Voyez les admirables descriptions des régions et provinces de la France, de Michelet (*Hist. de France*, t. II) et de M. Vidal de la Blache (*Hist. de France*, publiée sous la direction de M. Lavissee, t. I, p. 1).



pas physiologique, mais spirituelle ; et nul n'en est exclu. La France n'est pas un « sang » : c'est une âme, une méthode, un idéal, une civilisation. Dans l'empire de l'Angleterre, fondé sur la liberté, chaque groupe ethnique reste lui-même. Dans la nation française, dont la base est une culture, tout s'unit, tout s'identifie, tout communique. Il faut plus que du loyalisme pour faire un Français. Ce caractère d'*unité spirituelle*, ce sera, si vous voulez, le second trait de la définition que nous cherchons

## II

Mais, pour sortir de l'abstraction, et trouver de quoi est faite cette unité spirituelle, regardons sous quelles formes l'esprit français s'est manifesté au cours des siècles. Il a pris dans notre vie sociale et intellectuelle trois formes principales, bien tranchées et assurément inégales, que quiconque est familier avec notre histoire et notre littérature reconnaîtra tout de suite.

En bas est l'*esprit gaulois*, qui est la forme inférieure, si l'on veut, mais sans doute l'étoffe première et commune de notre esprit national. Positif, sensé, clair, terre-à-terre, peu indulgent, badin, gouaillieur, il a tantôt l'âpre crudité de la jovialité paysanne, tantôt la leste verdure de la malignité bourgeoise. Il crée le *roman de Renart*, les *fabliaux* et les *farces* ; il coule à flots chez Rabelais ; il se mêle à des sources plus délicates chez Molière et La Fontaine ; il teinte encore de sa couleur l'œuvre de Paul-Louis Courier, d'Anatole France, et même d'Henri de Régnier. Voulez-vous le saisir tel qu'il est aujourd'hui dans nos faubourgs et nos villages ? Regardez *Nono*, l'ivrogne bourguignon, ou *Gaspard*, le poilu de Montparnasse, ou *Bourru soldat de Vauquois*, le vigneron des coteaux de Champagne.

Nous avons été souvent sévères à cet esprit. Il nous semblait s'attaquer à tout ce qui dépassait le niveau de la médiocre humanité, des opinions reçues, des aspirations vulgaires. Avions-nous

raison ? N'était-ce pas la prétention surtout qu'il raillait, le fracas des grands mots, l'orgueil des attitudes théâtrales, la vanité des mensonges magnifiques ? Après tout, c'est l'esprit gaulois qui tient la tranchée depuis trois ans ; et ne semble-t-il pas nous avertir que c'est une chose très simple de mourir, et qu'il n'y a pas à faire tant d'embarras pour donner sa vie, quand on a une bonne raison de la donner ? Nous disons de celui qui meurt : c'est un héros. Là-bas, ils disent, eux : *le pauvre bougre !*

Au-dessus est l'esprit mondain, préparé dans les ruelles des Précieuses, épanoui dans les salons et à Versailles, et qui est devenu peu à peu la forme habituelle des classes cultivées. Ce n'est que l'esprit gaulois épuré, affiné, poli, enrichi de culture, décoré d'élégance. Précis, net, sec, impertinent, sceptique, dissolvant, ironique, défiant de la profondeur par haine de l'obscurité, de la sublimité par peur du vertige, amoureux avant tout de lumière et de délicatesse, et redoutant l'ennui plus que l'erreur, léger, brillant, exquis ; il s'appelle tour à tour Voiture, M<sup>me</sup> de La Fayette, M<sup>me</sup> du Deffand, Doudan : il est un aspect de Voltaire, de Musset, de Mérimée. Dans les écoles, dans les ateliers d'artistes, il se rapproche de l'esprit gaulois, et devient « la blague ».

Mais voici la forme supérieure de l'esprit français, la forme sérieuse et grande, qui tire sa séduction de sa hauteur. C'est l'esprit d'analyse, critique, logique, ordonnateur, démolisseur et constructeur, curieux du vrai, avide de clarté, détestant la confusion et la contradiction : l'esprit de Descartes et de Pascal, l'esprit de Montaigne et de Montesquieu. On s'étonnera que j'inscrive ici le nom de Montaigne. Mais le désordre de Montaigne n'est que l'aversion de l'ordre faux, et tout son livre est une recherche passionnée des conditions d'un ordre qui ne serait pas un artifice.

### III

Lorsque l'on rapproche ces trois formes, *esprit gaulois*, *esprit*

*mondain, esprit d'analyse*, on n'a pas de peine à discerner dans leur structure, un caractère commun et dominateur : c'est l'*intelligence*.

Je voudrais qu'on ne se méprit pas sur ma pensée. Je ne prétends pas que tous les Français soient plus intelligents que les hommes des autres nations, ni qu'on trouve parmi eux plus d'hommes intelligents que nulle part ailleurs. Je ne fais pas d'ailleurs de l'intelligence une supériorité absolue, et nos défauts y prennent racine comme nos qualités.

Je ne nie point non plus que la sensibilité soit la source profonde de l'énergie, de laquelle on pourra, en dernière analyse, toujours faire dériver toutes les croyances et les actions des hommes. Mais, cela posé, il y a pourtant des différences entre les hommes, des types différents de structure mentale ; et l'énergie qui vient du sentiment, se laisse plus ou moins capter et transformer par le mécanisme intellectuel avant d'aboutir à la croyance ou à l'acte.

Tous les hommes sont composés, pour prendre la classification consacrée, de sensibilité, d'intelligence et de volonté. Chez les nations comme chez les individus, ces trois facultés (qu'on ne distingue que par abstraction) se mêlent et se composent en proportions variables. C'est tantôt l'une et tantôt l'autre qui commande. Une sensibilité intense, manœuvrée par une volonté forte, avec une stricte économie d'intelligence, fait un très beau type humain. De la sensibilité et de l'intelligence, avec minimum de volonté, fournissent aussi un type très séduisant et très riche. Il est évident que la qualité de la sensibilité importe beaucoup pour la valeur du type. Une volonté magnifique, employant une intelligence laborieuse, au service d'une sensibilité grossière et égoïste, ne fera jamais un type humain supérieur.

Je dis donc que chez les Français, la combinaison caractéristique est celle où l'intelligence organise et colore l'activité spirituelle. La domination de l'intelligence se marque par la capa-

cité et le goût de former des idées claires, des idées générales, et des séries logiques d'idées, par l'habitude aussi de regarder les choses du point de vue de la vérité, et non pas seulement de la bonté, de l'agrément, ou de l'utilité.

On ne contestera pas que notre langue ne soit l'image et la création de l'intelligence : *ce merveilleux instrument d'analyse*, comme l'appelait Condillac, oblige la pensée à se démêler, à montrer ce qu'elle est, et se prête mal à masquer de beauté verbale la misère, la confusion ou l'incohérence des idées.

Pour notre littérature, c'est une banalité d'y louer la clarté, la logique, la mesure, ce qu'on appelle les *qualités françaises*, c'est-à-dire des qualités intellectuelles.

Si l'on nous regarde dans les dix siècles de production littéraire que nous avons derrière nous, nous ne sommes pas une nation mystique; nous ne sommes pas non plus une nation poétique. Nous sommes le pays de la prose, c'est-à-dire de l'esprit et de la raison. D'autres peuples étalent une poésie plus riche que la nôtre : notre prose défie la concurrence. La collection des prosateurs français — moralistes, conteurs, romanciers, historiens, critiques, mémorialistes, épistoliers, publicistes et vulgarisateurs de tout ordre — est d'une qualité, dans l'ensemble, incomparable.

Sommes-nous très artistes? La réponse variera selon qu'on se fera une conception de l'art plus ou moins sensuelle, mystique, et poétique. Nous avons l'imagination artistique la plus logique, mathématique, mécanique, abstraite : l'imagination de la ligne et du mouvement, du symbole et du type. Nous excellons moins en musique qu'en peinture, en peinture qu'en sculpture, où depuis le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle nous n'avons pas eu une époque de fatigue; et pas plus en sculpture qu'en architecture, qui est le moins sensuel et le plus géométrique des beaux-arts. Dans tous les arts, nous cherchons l'idée sous la forme, nous aimons le fini, le précis, l'équilibre, l'ordonnance solide et claire.

Nos sciences aussi sont celles du précis et du fini. Nous fuyons

les régions nuageuses de l'indéterminé, de l'inconnaissable, de l'infini, où s'ébattent les poètes et les mystiques. Nous sommes mal à l'aise dans les espaces vagues où le rêve achève plus que la raison. Aussi malgré nos grands métaphysiciens, ne sommes-nous pas une nation métaphysique : nous avons trop de prose dans l'esprit. Si l'universel nous attire, l'absolu nous donne le vertige. Nous nous tenons dans la zone du connaissable, où l'on rencontre des problèmes déterminés. Les sciences françaises sont la psychologie, où l'on saisit l'être immédiatement, et les mathématiques, où l'irréel, l'infini, l'inconcevable entrent en symboles précis. Notre conception de la science est essentiellement mathématique, et notre métaphysique a été souvent bâtie, depuis Descartes, par des mathématiciens.

Nous construisons avec plaisir des idéologies, et nous nous confions un peu trop à la théorie. Mais notre esprit s'aperçoit vite qu'il ne dispose pas de la réalité, et que les faits n'ont pas de respect pour les belles idées. Nous ne nous amusons pas à penser le monde sans le voir, et nous ne nous enveloppons pas d'un nuage idéaliste. Le bon sens narquois du paysan français, comme la sagesse pratique de Montaigne, de La Rochefoucauld et de Voltaire, est le produit d'un exercice assidu de l'intuition et de l'observation.

Mais nous perçons si vite, et si clairement, à travers la réalité, nous en ramassons si aisément la signification, que nous sommes tentés de ne point nous charger de faits. La théorie se construit en nous sur quelques bons échantillons. Dès que la réalité nous la casse entre les doigts, nous avons bientôt fait de nous en procurer une autre, où la fâcheuse expérience s'ajuste. C'est là ce qu'on appelle la légèreté française, la légèreté de Voltaire, qui est d'ailleurs aussi bien la vivacité de Montesquieu.

Assurément nous avons su nous plier aux lentes méthodes de la science expérimentale. Claude Bernard, Berthelot, Pasteur sont bien Français. Mais c'est la dernière leçon que l'intelligence reçoive, de suivre les faits au lieu de les devancer. L'image de

notre tempérament national, c'est Descartes déduisant la physique, et faisant de temps en temps des expériences pour vérifier que ses chaînes d'idées suivent bien la ligne des phénomènes. C'est Leverrier démontrant la nécessité théorique d'une planète, et laissant à un astronome étranger le soin de s'assurer qu'elle est là en effet, dans le ciel, à l'endroit marqué par la théorie.

La science anglaise accumule les observations et les expériences, jusqu'à ce que l'idée soit imposée presque automatiquement par les faits et s'en tient à la loi qui est le résumé exact des faits. La science allemande accumule les faits en les tordant pour en exprimer l'idée métaphysique et mystique qui doit se trouver au fond de la réalité, qui est la raison des apparences, qui est l'être.

La science française, sur quelques faits significatifs bien choisis, bien vérifiés, et finement analysés, dresse une théorie, qui n'est ni la simple formule de l'expérience, ni la manifestation d'une vérité transcendante, mais l'expression mathématique ou mécanique de l'enchaînement et de la génération des faits.

## IV

Dans la vie morale aussi nous nous distinguons par une lucidité, une clarté de conscience qui fait la physionomie de notre sensibilité. Il y a chez nous, comme ailleurs, de la sensualité et de la passion, mais peut-être ce fond est-il moins trouble et moins désordonné. La France a le cœur intelligent. On aperçoit chez notre peuple une sorte d'amortissement des instincts et des énergies sensibles, une certaine habitude d'équilibre et de modération, qui sont justement des facteurs de notre prosaïsme ; et cela me paraît bien venir d'une aptitude à voir clair en nous-mêmes, à nous rendre compte de nos sentiments et de nos mobiles. Certains fanatismes doctrinaires mis à part, il n'y a de brutal et de violent que l'instinct ou la passion qui s'ignore : dès qu'on se regarde, on se réprime.

Nous nous gouvernons comme tous les hommes, par le sentiment, l'amour, la foi ; mais nous réduisons nos sentiments en idées, et nous prétendons ne donner notre amour ou notre foi qu'à des vérités universelles. Nous rationalisons notre vie affective, et, avec plus ou moins d'illusion, nous ne cédon's à l'appétit, à la passion, à l'intérêt que lorsque nous leur avons donné la clarté d'une idéologie, et la beauté d'un idéalisme.

La conscience française, entre toutes les lois morales, chérit celles qui se prêtent le mieux à être conçues comme des idées de la raison. C'est d'abord la loi d'égalité, la plus intellectuelle, abstraite, géométrique, des notions morales : un homme = un homme ; moi = toi = lui. Liberté, égalité, justice, fraternité, tout dérive de là, et dans notre facilité à professer que les Peaux-Rouges, les Chinois et les nègres sont des hommes comme nous, il entre moins de charité que de géométrie. Notre puissance d'abstraction élimine spontanément de la notion « homme » la couleur de la peau.

Dans la France, par-delà l'amour irraisonné du sol natal, nous aimons une patrie ; nous préférons notre patrie, sans la mettre au-dessus ni en dehors de l'humanité. Jusqu'au xix<sup>e</sup> siècle, l'expression littéraire du patriotisme français a été la tragédie d'*Horace*, qui, en offrant à chaque homme de n'importe quelle nation sa patrie à chérir sous le symbole de Rome, nous enseignait à la fois le dévouement à la France et l'égalité de toutes les patries.

Nous avons fait plus encore pour rationaliser le patriotisme. La France a toujours été mise par ses enfants au service d'une idée. Nos aïeux, à la croisade, travaillaient pour Dieu : *gesta Dei per Francos*. La France de la Révolution, moins sans doute qu'elle n'avait rêvé, mais plus qu'un autre peuple, a travaillé pour l'humanité.

Un besoin de notre nature nous fait regarder les affaires de ce monde du point de vue universel, du point de vue de la justice,

du point de vue de Dieu. Aussi défendons-nous, parfois selon et parfois contre nos intérêts, l'indépendance américaine, l'indépendance grecque, l'indépendance et l'unité italiennes. Nous nous passionnons pour la Pologne et la Finlande jusque dans l'alliance du tzar. Nous entrons facilement contre nous-mêmes dans les raisons des autres nations ; et nous prétendons soutenir notre droit, parce qu'il est *droit*, non parce qu'il est *nôtre*. La partie adverse a toujours chez nous d'ardents avocats, et notre patriotisme, autrement si fier, ne s'excite pas, même devant l'affront, si notre jugement nous fait douter de notre droit : nous l'avons bien vu aux jours de Fachoda. Même aujourd'hui, nous ne voulons pas que l'Alsace-Lorraine nous revienne par le simple fait brutal de la victoire ; mais nous voyons ce retour dans le plan total d'une Europe nouvelle fondée sur la justice.

Notre moralité prend la forme de la raison. Le bien et le mal s'expriment pour nous en termes rationnels, dans leur rapport au vrai et au faux. C'est ce qui nous permet de rire si gaiement du vice. Molière nous en signale l'absurdité plus qu'il n'en excite l'horreur. Cette remarque expliquera notre aptitude à la comédie, et le rôle de la plaisanterie dans notre littérature morale. Nous détestons le prêche et le catéchisme. Nous aimons mieux qu'on nous montre l'homme et la vie en images fidèles et fines, et qu'on instruisse notre intelligence, laissant à notre conscience autonome le soin de s'appliquer les leçons et de se faire sa règle.

Voilà pourquoi notre littérature morale est surtout une littérature psychologique ; et voilà pourquoi, s'occupant plus d'être vraie que d'édifier, et vraie gaillardement, plutôt qu'édifiante lourdement, elle s'est faite, en certains lieux, une réputation de *frivolité* et d'*immoralité*.

Le devoir s'impose à tous par l'évidence de la raison. Sans doute, en 1914, notre peuple, comme n'importe quel autre à sa place, a été entraîné par l'amour de la patrie. Mais cet amour chez nous n'avait rien d'un instinct aveugle ni d'un enthousiasme



mystique. Quand le paysan de France a dit en 1914 : « il faut y aller », quand il a dit en 1915 : « il faut tenir », quand il a dit en 1916 : « jusqu'au bout, il le faut », il était parfaitement conscient, lucide et de sang-froid ; les mots « il le faut » lui représentaient moins l'obligation morale que la nécessité logique. Il savait que, le postulat patriotique étant admis, c'était le moment de marcher, de durer, de ne pas lâcher : la lâcheté, la faiblesse, la capitulation eussent été absurdes comme l'avarice d'*Harpagon*, ou la crédulité du *Malade*. De là l'absence de fièvre, d'ébullition, dans l'héroïsme du *poilu* : si l'on veut que la France vive, est-ce que l'on peut refuser de la défendre ? c'est le simple bon sens qui mène sous les shrapnells ou maintient dans la boue des tranchées.

L'Allemagne a essayé plusieurs fois de nous tenter par une paix bâclée. Mais « pas si bête » : tous nos poilus aperçoivent trop nettement l'avenir qu'elle nous ferait.

## V

Quelques singularités, quelques contradictions de notre vie sociale et politique s'expliqueraient par le jeu aisé de l'intelligence.

Nulle part les différences intellectuelles entre les classes, entre les supérieurs et les subordonnés ne sont plus atténuées que dans notre pays. Nulle part l'inférieur n'est plus prompt et plus apte à juger son chef ; nulle part le chef n'a plus besoin de justifier à chaque minute qu'au grade, au galon, il joint le mérite. Il en résulte un affaiblissement de la discipline, une facilité à s'insurger contre le commandement qui ne paraît pas justifié par la circonstance ou la raison, un émiettement incessant des partis et des groupes, une tendance, pour tout dire, à l'anarchie, qui nous ont conduits souvent près de l'abîme.

Nous avons, jusqu'ici, toujours trouvé le remède dans la

source même d'où venait le mal. Quand l'heure du danger national est venue, le coup d'œil clair et prompt qui nous fait juger les situations, nous ramène instantanément à la discipline, nous fait taire et obéir, désirer l'autorité ferme, même dure ; et l'intuition instantanée des nécessités urgentes nous fait nous transformer, nous réadapter d'une façon surprenante : nous sommes débrouillards.

On expliquerait de la même façon que nous soyons à la fois si routiniers et si révolutionnaires. Routiniers, parce que nous doublons toujours le fait d'une théorie, et nous ajoutons à la résistance passive des habitudes, une adhésion active de la raison qui légitime ce qui est. Révolutionnaires, parce que, quand l'idée a conquis nos esprits, nous ne pouvons pas souffrir qu'elle ne soit pas inscrite dans les faits. Plus les institutions et les habitudes résistent, plus la vérité nouvelle nous travaille ; elle acquiert sourdement une puissance explosive, et un beau jour tout saute.

La violence de nos luttes politiques résulte de ce que l'on ne se bat chez nous que sur des idéologies, pour lesquelles on ne peut accepter de transaction ni d'arbitrage. Qu'il s'agisse d'un impôt, des douanes, d'une augmentation de salaire, ou du thème latin, il ne s'agit pas d'accorder des intérêts, ni même de chercher l'utilité sociale ; il s'agit de servir ou de trahir la Vérité, de confesser ou de renier la Doctrine. Il y va pour le moins de l'avenir du pays ou de la civilisation. Notre fanatisme n'est pas brutalité ou violence de tempérament ; notre intolérance est intellectuelle. Nos contradicteurs sont des gens qui ne veulent pas voir clair en plein midi, qui nient que  $2 + 2 = 4$  : est-ce qu'on n'aura pas raison de leur couper un peu la tête, pour leur apprendre à raisonner ?

Je n'ajouterai plus qu'une observation. Le Français, comparé aux autres types nationaux, est un homme qui a des idées générales. C'est notre péché mignon : la différence de culture et de

classe n'y fait rien. Dans les académies, dans les salons, au Parlement, dans les journaux, au village, il se fait en France, un débit, un échange, une bataille d'idées générales à quoi rien au monde ne peut se comparer. Les cabarets bourdonnent d'idées générales plus que de mouches, et il s'y consomme plus de concepts que d'alcool.

La culture générale, c'est-à-dire le développement d'une aptitude universelle de l'intelligence, est la forme même de la civilisation française. L'idéal du xvii<sup>e</sup> siècle était l'*honnête homme* qui n'a pas « d'enseigne », qui n'est ni mathématicien, ni grammairien, ni ingénieur, mais qui au besoin suffira à tout. C'est parce que notre littérature était faite pour cet homme universel, qu'elle est si riche d'idées. Nombre de livres qui ailleurs eussent été des ouvrages spéciaux, des livres de philosophie, de théologie, de sociologie, d'histoire naturelle, d'érudition, d'exégèse, ont été offerts chez nous au grand public. Les dames même ont lu Descartes, Montaigne, Pascal, Montesquieu, Buffon, Renan. Si technique que soit le sujet, nous voulons penser pour tout le monde, et écrire avec les mots de tout le monde.

Nous n'avons cessé de subordonner le savoir spécial à la valeur humaine. Nous ne nous contentons même pas de réunir plusieurs spécialités : être à soi seul une collection de spécialités, ce n'est pas encore être un homme. Rester un homme, ce n'est pas pour un militaire, jouer de la flûte ou causer métaphysique, comme le grand Frédéric. C'est conserver la conscience qu'au-dessus des vérités militaires il y a des vérités humaines que même les nécessités de la guerre, la science technique de la guerre doivent respecter. Nos Bugeaud, nos Faidherbe, nos Brazza, nos Galliéni, pour ne parler que des morts, le savaient bien. Ils n'ont jamais consenti à être de purs spécialistes de la conquête et de la destruction.

Évidemment, à certains égards, notre goût de la culture générale nous fait dans le monde entier actuel une position désavan-

tageuse. La civilisation moderne réclame de plus en plus impérieusement la spécialisation. Nous le savons, mais nous ne voulons pas résoudre le problème par le sacrifice de l'un des termes : c'est trop simple. Nous voulons, même au risque de certains retards et de certains périls, conserver l'humanité dans la spécialité et porter au maximum chez notre citoyen la capacité technique sans affaiblir le bon sens universel. Nous croyons fermement que, si c'est difficile, ce n'est pas la quadrature du cercle.

Je ne voudrais pas qu'on se méprit au sens des remarques précédentes. Je ne fais pas de tous les Français des rationalistes, des logiciens, des amateurs d'abstractions. Nous avons chez nous de toutes les sortes d'esprits. Nous avons des mystiques, des inconscients, des passionnés, des poètes. Comparez les Français entre eux : vous retrouverez toute l'échelle des caractères humains. Mais comparez les Français aux étrangers. Vous apercevrez sans peine qu'un romantique français est moins loin d'un classique français que d'un romantique anglais ou allemand ; qu'un catholique français ressemble plus à un rationaliste français qu'à un mystique espagnol ou flamand ; qu'un socialiste français a moins d'affinité avec le camarade allemand ou russe qu'avec un libéral ou un réactionnaire français. Et c'est ce trait d'union du tempérament national, sous la contradiction des doctrines et des croyances, que j'ai essayé de faire apparaître.

---

ÉTUDES RÉCENTES  
SUR L'HISTOIRE DU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE EN FRANCE

par V.-L. BOURRILLY  
(Université d'Aix-Marseille).

---

La guerre a ralenti les publications historiques relatives au XVI<sup>e</sup> siècle, mais ne les a pas interrompues : des ouvrages commencés dans les années qui ont précédé immédiatement le cataclysme d'août 1914 ont été poursuivis ou achevés, d'autres entrepris, qui, pour cette période de l'histoire de France comme pour les autres, témoignent d'une belle continuité d'efforts et d'un ardent souci d'impartialité et de vérité. On trouvera ici l'indication des œuvres qui nous ont paru les plus importantes. •

En donnant le quatrième fascicule des *Sources de l'Histoire de France au XVI<sup>e</sup> siècle*, fascicule qui traite du règne d'Henri IV (1916), M. Hauser ne s'est pas contenté de dénombrer et de classer les sources narratives intéressant l'histoire de France depuis 1494 jusqu'en mai 1610, d'accompagner chaque numéro (il y en a près de 3.300) d'une notice critique plus ou moins ample, mais toujours précise, il a de plus fait précéder chacune des divisions entre lesquelles il a réparti son catalogue critique de considérations sur les caractères généraux de la période envisagée. Ce souci des idées générales, des lignes directrices de l'évolution historique fait du manuel de M. Hauser plus qu'un copieux répertoire, mieux qu'un excellent instrument de travail, un guide précieux pour s'orienter à travers une histoire particulièrement complexe et encore fort touffue. Depuis l'apparition des divers fascicules du travail de M. Hauser, la bibliographie des sources

narratives de l'Histoire de France au xvi<sup>e</sup> siècle s'est enrichie de quelques publications nouvelles, parues pour la plupart sous les auspices de la Société de l'Histoire de France. C'est ainsi que M. Lemoisne a commencé d'éditer les *Mémoires du maréchal de Floranges, dit le Jeune aventurieux* (tome I, 1913); MM. Bourrilly et Fleury-Vindry ont achevé de publier les *Mémoires de Guillaume et Martin du Bellay* (4 vol., 1908-1919); M. Charles Valois a mis au jour une *Histoire de la Ligue*, œuvre d'un ligueur anonyme, guisard tempéré et ardent adversaire des « Politiques » (tome I, 1914); enfin M. Paul Courteault, qui avait étudié *Monluc historien* (1907) et tracé une alerte biographie critique de ce *Cadet de Gascogne au XVI<sup>e</sup> siècle* (1909), a entrepris de donner, dans la Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire, une nouvelle édition des *Commentaires de Blaise de Monluc* (tome I, 1919; tome II, 1914), qui comprend pour l'instant les cinq premiers livres; par le soin avec lequel le texte a été établi, par la valeur de l'annotation, cette édition rend inutile celle qu'avait procurée autrefois le baron Alphonse de Ruble.

De toutes les questions qui se posent au xvi<sup>e</sup> siècle, c'est la question religieuse, dans ses origines, dans son développement et dans ses conséquences, les guerres de religion, qui paraît à l'heure actuelle intéresser plus particulièrement les historiens, inspirer les recherches et susciter les tentatives de synthèse. Parmi ces synthèses, la plus importante assurément est celle que M. Imbart de la Tour a entreprise sous ce titre les *Origines de la Réforme* (tome I, *la France moderne*, 1905; tome II, *l'Église catholique, la crise et la Renaissance*, 1909; tome III, *l'Évangélisme, 1521-1538*, 1914). L'ouvrage s'ouvre par un tableau magistral de la structure politique, économique et sociale de la France dans la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle, qui fait songer par endroits à l'*Ancien Régime* de Taine, mais d'un Taine qui aurait préparé ses constructions par une investigation

plus étendue, plus critique et les fonderait sur un terrain plus solide avec un esprit moins systématique. Établir avec une telle ampleur le milieu dans lequel s'est développée la Réforme, c'est d'abord s'assurer contre le risque de laisser échapper une des causes, si secrète et si minime soit-elle, de cette révolution; c'est aussi et surtout montrer dès l'abord que si l'auteur conçoit la Réforme comme un fait essentiellement religieux, il entend ne pas l'isoler de ses connexions politiques et sociales : avec les origines de la Réforme, ce sont celles de la France moderne qu'il s'efforcera d'élucider. Le tome II est plus spécialement consacré aux origines religieuses : transformation et, somme toute, carence du pouvoir pontifical, abus dont souffre l'Eglise, tendances réformatrices qu'inspirent un renouveau de mysticisme et d'ascétisme et un idéal d'humanisme chrétien, velléités réformatrices d'un Léon X et conclusion d'un Concordat qui met le clergé français et ses biens à la disposition de nos rois désormais intéressés à maintenir le *statu quo*, tels sont les différents points successivement examinés. C'est, somme toute, l'histoire de l'Eglise catholique dans ses membres français et dans son chef romain, jusqu'à l'apparition de Luther et au coup de tonnerre de la dispute de Wittenberg (31 octobre 1517). Dans le tome III sont retracées les péripéties d'une Réforme plus spécifiquement française, fondée sur l'Évangile, d'où ce nom d'*Évangélisme* par lequel l'auteur la caractérise, préparée par Lefèvre d'Étaples, célébrée par les humanistes, favorisée par les chefs éclairés du clergé et même à certains moments par le Roi et les proches du Roi; Réformisme plutôt que Réforme, tendance, aspirations plutôt que doctrine et système, bref un rêve, un beau rêve, je n'ose dire des nuées que dissiperont à la fois la lueur des bûchers et la rude dialectique de Calvin. Plus minutieux dans le détail, suivant pas à pas les étapes de la diffusion des nouvelles idées à travers la France, dans les diverses classes de la société, l'exposé de M. Imbart de la Tour constitue le premier tableau d'ensemble un peu poussé que nous possédions de la Réforme précatholique.

Le grand ouvrage de M. Imbart de la Tour, qui doit se continuer par une Histoire de Calvin et du calvinisme, se présente comme un essai de synthèse : d'aucuns l'ont estimé prématuré. Le reproche serait fondé si l'œuvre se présentait comme définitive : elle ne prétend qu'à fournir une sorte d'échafaudage provisoire qui ne dispense ni d'en vérifier les fondations, ni d'en corriger les détails. M. Renaudet a réuni les éléments d'une vérification de ce genre dans sa savante thèse : *Préréforme et Humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie 1494-1517* (1916). En dépit du titre, c'est toute l'évolution des idées morales et religieuses que l'auteur développe depuis le début du xv<sup>e</sup> siècle jusqu'au lendemain du concordat de Bologne. Faisant porter son investigation seulement sur les diverses manifestations de réforme parmi les séculiers et les réguliers, dans l'Église et à côté de l'Église, non encore contre l'Église, sur l'œuvre des humanistes, aussi bien sur ceux de tout premier plan comme Erasme et Lefèvre d'Étaples que sur les plus minces folliculaires du temps de Charles VIII ou de Louis XII, M. Renaudet a complété, confirmé et sur nombre de points, avec infiniment plus de détails que M. Imbart de la Tour, notamment en ce qui concerne l'œuvre de Lefèvre d'Étaples, redressé certaines assertions de son devancier. Les idées de Lefèvre, son rôle exact dans la préparation de la Réforme française sont mis en pleine lumière : si l'auteur du *Commentaire des Épîtres de saint Paul* aspirait à une réforme de l'Église, il ne voulait pas de rupture avec cette Église, et si, comme on l'a dit, il mettait l'accent sur le salut par la foi, il n'y sacrifiait pas les œuvres.

Plutôt qu'une biographie, c'est une véritable encyclopédie calvinienne que M. le pasteur Doumergue a entreprise sous ce titre : *Jean Calvin, les hommes et les choses de son temps* (5 vol., 1899-1917). C'est ce qui frappe plus particulièrement dans les trois premiers volumes consacrés l'un à la *Jeunesse de Calvin* (jusqu'au début



de 1536), le second aux *Premiers Essais* (du début de 1536 jusqu'au retour à Genève en septembre 1541) et le troisième à *la ville, la maison et la rue de Calvin* : la figure du réformateur se perd au milieu des multiples personnages et des nombreuses descriptions dont est agrémenté le récit. Avec le quatrième volume, l'auteur aborde la pensée de Calvin et, pour commencer, la *Pensée* religieuse, c'est-à-dire l'*Institution chrétienne*<sup>1</sup>, puisque c'est là « tout Calvin et tout le calvinisme ». Le cinquième volume traite de la *Pensée* ecclésiastique et politique, c'est-à-dire du gouvernement de Calvin à Genève. Avec l'ampleur parfois excessive des développements, l'abondance des digressions, — et aussi des illustrations, car en même temps qu'à une biographie nous avons affaire à une luxueuse iconographie, — ce qui caractérise l'*opus magnum* de M. Doumergue, c'est le souci de nous présenter un Calvin différent de celui de la tradition, plus sensible (le « cœur de Calvin ») beaucoup moins dur, « avec autant de nuances qu'on lui en reconnaissait peu, ... aussi riche en contrastes qu'on l'en déclarait pauvre... ». Et en vérité, il n'est pas impossible de réunir quelques textes, d'alléguer quelques faits à l'appui d'une pareille thèse, mais textes et faits ne sont ni assez nombreux, ni assez probants, pour entraîner la conviction et constituer du réformateur une image sensiblement différente de celle qu'on s'en est faite jusqu'ici.

Malgré son titre, *Les origines politiques des guerres de religion* (2 vol., 1913-1914), l'ouvrage de M. Romier, fondé plus spécialement sur des investigations étendues dans les archives italiennes, est à peu près entièrement un exposé de la politique du roi Henri II au delà des monts. L'auteur s'attache à expliquer la formation des partis à la Cour, à débrouiller leurs intrigues et leur rôle dans les principales crises que provoqua l'intervention française en

1. Rappelons, à ce propos, la réédition de la traduction française de l'*Institution* (de 1541) donnée sous la direction de M. Abel Lefranc, par MM. Chatelain et Pannier, 2 vol., 1911.

Italie : guerre de Parme, conflit franco-pontifical, guerre de Sienne, rupture de la Trêve de Vaucelles, expédition de François de Lorraine à Naples. C'est seulement dans les derniers chapitres du second volume qu'on voit apparaître dans les directives de la politique générale les préoccupations religieuses : le désir de s'accorder avec Philippe II en vue d'une répression de la Réforme entra certainement pour beaucoup dans la conclusion hâtive de la paix de Cateau-Cambrésis. D'autre part, la fin de la guerre européenne, le licenciement de bandes et de seigneurs désormais inoccupés allaient donner aux partis religieux des recrues et des chefs, préparant ainsi les instruments des guerres civiles.

Ces guerres civiles constituent comme le fond sur lequel se détache le portrait que M. Mariéjol vient de tracer de *Catherine de Médicis*, 1519-1589 (1920). Le vrai sujet de M. Mariéjol, c'est proprement une biographie de la mère des derniers Valois, « une histoire aussi objective que possible de la vie et du gouvernement de Catherine de Médicis ». Quelque surprenant que cela puisse paraître, un semblable travail n'avait pas encore été entrepris : il n'était d'ailleurs pas possible tant que M. Baguenault de Puchesse n'avait pas mené à bonne fin la publication des *Lettres de Catherine* (10 vol., 1880-1909). S'il reste encore des débris de la correspondance de la reine à retrouver, ils ne sauraient modifier en rien d'essentiel l'image que l'on doit s'en faire. Bien que M. Mariéjol se défende d'incliner « au paradoxe d'une réhabilitation » et pense « avoir découvert une Catherine assez différente du Machiavel féminin de la légende ou de l'histoire et qui n'est ni si noire ni si grande », il n'en paraît pas moins qu'il s'est trouvé tracer de la femme d'Henri II et de la mère d'Henri III un portrait où les qualités balancent les défauts. Avec beaucoup de finesse, il a scruté la psychologie de l'épouse et de la mère, montré dans l'amour maternel « le mobile dirigeant et quelquefois exclusif et aveugle de sa politique » et fait aux combinaisons politico-matrimoniales de la « Régente »

une part qu'on réservait plutôt jusqu'ici à un système politique renouvelé de Machiavel. Il reste la Saint-Barthélemy, « l'égorgement en masse » d'ennemis politiques. M. Mariéjol se refuse à admettre une préméditation « de longue main ». Catherine aurait seulement voulu se débarrasser de Coligny et c'est l'assassinat manqué de l'amiral qui la fit recourir au massacre. Quelles que soient les circonstances atténuantes, il semble que Catherine ait pris du crime aisément son parti. Et qu'Henri IV se soit un jour étonné que Catherine n'eût pas « encore fait pis », ce mot par quoi M. Mariéjol termine, charge peut-être plus la conscience du Béarnais qu'il n'allège la responsabilité de la Florentine. Par contre, il n'y a qu'à louer le chapitre sur une *Médicis française* où est mise pleinement en lumière la place de cette petite-nièce de Léon X, dans l'évolution des mœurs, l'épanouissement des arts et la diffusion de l'italianisme durant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. On conçoit très bien du livre de M. Mariéjol une édition de luxe où le texte serait accompagné des portraits, des reproductions de plans, de monuments et d'œuvres d'art qu'il appelle : elle serait sûrement la bienvenue.

Pour la dernière période du XVI<sup>e</sup> siècle, celle qui correspond plus particulièrement au règne d'Henri IV, nous ne trouvons pas d'ouvrages aussi importants que ceux dont nous venons de parler. Nous n'en sommes encore qu'aux travaux de détail, aux monographies strictement spécialisées, préparatoires à l'établissement de l'œuvre d'ensemble dont l'apparition ne paraît pas encore proche. Le regretté Eugène Saulnier a retracé le *Rôle politique du cardinal de Bourbon* (1912), cet oncle d'Henri IV, véritable fantoche dont les ligueurs songèrent à faire un roi légitime sous le vocable de Charles X. C'est encore à l'Histoire de la Ligue et de la Liguefinissante qu'a trait la biographie consacrée par M. Hugu à *Jean de L'Espine théologien et moraliste* (1913). Le sujet de la thèse de M. Pannier, *L'Eglise réformée de Paris sous Henri IV* (1914), est un peu moins spécial que ne le ferait croire son titre, car il y est

question non seulement de l'exercice du culte, de l'organisation intérieure de l'Église, mais d'une façon plus générale de l'application de l'Edit de Nantes, de la controverse catholico-protestante et même, à propos de Sully (dont il n'existe pas encore de sérieuse biographie), de la politique extérieure. Ce sont les négociations politiques, soit à l'intérieur entre les partis sous Henri III et pendant la Ligue, soit avec les puissances étrangères, notamment à partir du jour où Henri IV fut le roi reconnu de tous, qui font l'objet de l'ouvrage de M. Nouaillac sur *Villeroy, secrétaire d'Etat et ministre de Charles IX, Henri III et Henri IV, 1543-1610* (1908). A vrai dire le rôle de Villeroy se prolonge sous le règne suivant jusqu'en 1616 et le ministre ne meurt qu'un an après, mais M. Nouaillac s'est contenté d'indiquer seulement cette fin de carrière : il a fait porter son principal effort sur la période comprise en 1589 et 1610. Son travail, par l'étendue et la solidité, est un des plus importants parmi ceux dont l'utilisation sera nécessaire à qui voudra élaborer l'histoire générale du règne par lequel se terminent les guerres de religion et l'histoire du xvi<sup>e</sup> siècle en France.

---

# Enquête sur la France actuelle.

## LE FAIT RELIGIEUX DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE<sup>1</sup>

par ALFRED RÉBELLIAU,  
de l'Institut.

---

### I

Une question controversée. — Quel est l'état religieux de la France ? S'il y a une question controversée et diversement résolue, c'est celle-là. Et d'abord en France, sur les lieux. Lisez les journaux, écoutez les entretiens : tantôt vous entendrez qu'il n'y a pas, qu'il n'y a plus, chez nous, ni foi mystique, ni attachement sentimental aux vieilles croyances, ni seulement respect pour elles ; tantôt que le peuple français, au moins en sa partie catholique, serait plutôt trop religieux, croyant jusqu'à la crédulité, dévot jusqu'à la superstition, clérical jusqu'au fanatisme. Bien entendu, c'est le plus fréquemment la « politique » qui dicte ces appréciations. Selon que chaque parti craint l'esprit religieux ou en escompte l'appui, il l'exalte ou il le rabaisse. Les plus philosophes concilient les deux opinions en déclarant que l'indifférence ou l'éclectisme de la France oscille de la bigoterie à l'athéisme.

A l'étranger, mêmes opinions opposées et contradictoires.

1. Quelque soin que nous ayons pris de nous renseigner auprès des personnes compétentes et dans les documents officiels (trop rares du reste ou trop discrets), autant que dans les livres ou les articles (dont nous donnerons une liste à la fin de cette étude), nous nous attendons à ce que beaucoup d'erreurs de faits, de chiffres ou d'appréciation puissent y être relevées. L'esprit de notre Revue nous autorise à solliciter de nos lecteurs rectifications et critiques. (A. R.)

Notons toutefois que la plus répandue, c'est que la France se déchristianise, ou même se déprend de plus en plus de tout sentiment religieux.

**Préjugés et apparences.** — Cela s'explique. Durant la dernière moitié — vers la fin surtout — du XIX<sup>e</sup> siècle et au commencement du XX<sup>e</sup>, des écrits ont paru, des événements se sont passés — retentissants les uns les autres, — dont le caractère pouvait sembler aux étrangers la preuve décisive d'une décadence ou d'une défaite de l'élément religieux en France. Ainsi la *Vie de Jésus* de Renan, telle qu'elle fut interprétée par les admirateurs ou les adversaires du moment; l'*Irreligion de l'Avenir* de Guyau, les manifestes passionnément agnostiques, au nom de la Science, de Marcelin Berthelot. Faguet lui-même ne faisait-il pas une histoire copieuse de l'*Anticléricalisme* français ? En même temps, dans le domaine des faits, un *Kulturkampf*, moins violent de beaucoup en réalité que celui de Bismarck, plus acharné en apparence, — et, sur l'opinion, c'est l'apparence qui prévaut, — se donnait carrière, dans notre République radicale, avec des expulsions de moines, des confiscations de biens ecclésiastiques, des chapelles fermées et des couvents assiégés, des menaces de mesures restrictives du culte, avec, enfin, la brusque rupture d'une union quatorze fois séculaire de l'Église catholique et de l'État. Sur ces présomptions extérieures mettez maintenant l'air sceptique et « déniaisé » qu'affectent souvent, surtout en France, les hommes du peuple comme les hommes du monde ; ajoutez-y les commentaires passablement « pharisiens » et médiocrement bienveillants, soit de nos ennemis allemands, fiers d'une philosophie dont un idéalisme supermétaphysique masquait le fonds matérialiste, soit de « neutres » catholiques ou protestants, dont le puritanisme orgueilleux ou l'orthodoxie rigoriste s'aigrissaient de vieilles et quelquefois de justes rancunes, confessionnelles

ou patriotiques... Et alors on comprendra sans peine que l'affirmation de l'inexistence du sentiment religieux et de la décadence des établissements religieux en France ait été naguère de Londres à Rome et à Berlin, d'Upsal à Genève et à Madrid, de Québec à Rio de Janeiro et à Sidney, l'opinion dominante des intellectuels et des gens du monde.

J'écris et je crois pouvoir écrire *ait été*, au passé, parce que tout de même, cette opinion, la guerre l'a peut-être ébranlée. Dans ces armées françaises qui, pendant près de cinq ans, ont porté l'héroïsme jusqu'aux limites du possible, bien que — parmi les hommes de troupe surtout — les indifférents et les incroyants fussent en apparence les plus nombreux, leur attitude n'était point celle que les étrangers pouvaient attendre d'un peuple décidément agnostique.

Toutefois, cette constatation, à la supposer véritable, ne serait pas, à mon avis, la réponse pertinente et probante à la question que je pose ici. Pourquoi ? On le voit.

**La méthode à suivre.** — Parce que la guerre est une crise et qu'elle fausse le développement normal et l'état permanent des choses. Parce que l'exercice guerrier du patriotisme est une exaltation. Parce que l'héroïsme transfigure les âmes. Parce que nous fûmes, durant ces cinq ans, dans un état extraordinaire, inhabituel, où le simple bon sens pourrait objecter que nous avions dépouillé le vieil homme, pris une âme nouvelle. Mais ce vieil homme est-il aboli ? Cette âme nouvelle est-elle durable ? Ce provisoire s'enracinera-t-il ? Ces manifestations religieuses peuvent n'avoir été qu'accidentelles : sont-elles propres à révéler d'une façon certaine le fonds coutumier et subsistant de l'âme française ? Non certes, pas plus que des manifestations antireligieuses, s'il s'en est produit au cours de la grande lutte : on pourrait les regarder à juste titre comme les excès passagers de découragement ou de colère d'un mysticisme en déroute, désa-

busé de la Providence et succombant à l'épreuve du cataclysme. Ajoutons à un autre point de vue que la guerre a tantôt porté aux ressources matérielles des Églises des coups funestes, tantôt provoqué de la part des croyants généreux des contributions et des efforts magnifiques. Mais ces dommages se peuvent réparer, ces efforts peuvent ne pas persévérer. A aucun égard, les faits de surexcitation éphémère ne peuvent être invoqués par l'historien.

Par conséquent le seul procédé d'investigation sérieux c'est de chercher antérieurement à ces cinq dernières années un éclaircissement plus pur et une information plus authentique, et qui, s'appuyant moins sur les phénomènes, peut-être passagers, d'hier et sur les spectacles d'aujourd'hui que sur les réalités d'*avant-guerre*, soient plus valables pour la situation d'*après-guerre*. Ce sont des faits d'entre 1900 et 1914 que l'on soumettra ici au lecteur.

Je dis : des *faits*. Car, de même qu'il serait incorrect et décevant, si l'on veut se rendre un compte exact de l'état de la religion en France, de tâter le pouls de la France aux heures de fièvre, — de même les raisonnements et les prévisions en cette matière ne doivent pas se fonder sur des « psychologies » conjecturales, sur les aperçus plus ou moins subjectifs d'un moraliste, touchant ces dessous et ces tréfonds d'âme, si difficiles du reste, en leurs complexités contradictoires et variables, à pénétrer, à percevoir clairement, à interpréter avec justesse. C'est pourquoi l'on n'apportera point ici les impressions individuelles d'une perspicacité toujours sujette à caution, mais bien des documents extérieurs, vérifiables. N'essayons point d'induire plus ou moins hypothétiquement de témoignages littéraires ou de professions de foi plus ou moins intéressées la dose du « sentiment » religieux que contient l'âme française ; — ces enquêtes ne sont le plus souvent que l'interview amusante à l'usage des chroniqueurs dénués de « copie ». pour la plus



rapide instruction des lecteurs frivoles dénués d'idées générales. Regardons la place *réelle et visible* tenue par la religion dans la vie française ; déterminons ce qu'est, effectivement, en France, *le Fait religieux*.

Et donc : 1<sup>o</sup> Comment nous apparaissent, vus du dehors, les groupements religieux existant en France ? Avec quelles forces, quelle structure, quelles ressources ?

2<sup>o</sup> De leur sentimentalité religieuse, de leur foi, dont nous ne prétendons point mesurer hypothétiquement l'intensité, quels sont les gestes publics, les pratiques symboliques et déclaratives ?

3<sup>o</sup> De cette foi et de cette piété, quelle est la traduction active, l'opération humaine, la vertu et le rôle social ?

Voilà les trois questions que nous nous poserons. C'est d'abord de leur *organisation* et de leur *force* externe que l'on essaiera de donner un sommaire aperçu.

## II

### LE CORPS ET L'ARMATURE

#### DES DIVERSES CONFESSIONS RELIGIEUSES EN FRANCE

**Un critérium de la solidité des Églises.** — Une observation préliminaire, tout indiquée, constitue dès l'abord, en faveur de la solidité des Églises françaises, une présomption. Ces Églises, elles sont, toutes les trois, dans une situation nouvelle, plutôt défavorable, en tout cas beaucoup moins propice à leur bien-être que l'état dont elles jouissaient il y a seize ans, et cela, par suite du grand événement historique qui s'est produit, en 1905 : leur *Séparation d'avec l'État*. Dès 1901, le régime nouveau des « Associations » dans l'État français avait porté un coup à l'Église catholique, en atteignant toutes celles des Congrégations monastiques qui ne croyaient pas pouvoir, en conscience, solliciter pour leur activité spirituelle l'autorisation de l'État laïque, —

toutes celles aussi auxquelles l'État ne croyait pas pouvoir, en raison de leurs destinations pédagogiques avouées ou de la déclaration insuffisante de leur programme d'action, accorder cette autorisation. Un grand nombre de « Congrégations » durent alors s'exiler ou se dissoudre, privant ainsi l'Église séculière d'un concours ancien et précieux soit pour le ministère spirituel paroissial, soit pour les œuvres charitables. En 1905, le Gouvernement français alla plus loin ; non seulement il dénonça le Concordat, mais il répudia toute solidarité avec les Églises, toutes les Églises. La Chambre vota le 11 décembre 1905 et le Sénat adopta une loi dont le premier article est ainsi conçu : « La République française ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1<sup>er</sup> janvier (1906)..... seront supprimées des budgets de l'État, des Départements et des Communes toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes..... Les établissements publics des cultes sont supprimés..... sous réserve des dispositions stipulées » à cet effet, — desquelles nous reparlerons plus loin.

Comment les Églises catholique, protestante, juive, ont-elles supporté ces coups destructifs, cette rupture et cet abandon à elles-mêmes ? Privées de l'aide morale, administrative et pécuniaire de l'État, se sont-elles écroulées, ou disloquées, ou affaissées ?

**L'Église catholique et la Séparation.** — C'est l'Église catholique qui risquait le plus. Combien gravement cette mesure pouvait atteindre le Catholicisme français, ceux-là le comprennent qui connaissent notre histoire. Depuis les origines historiques de la France, l'Église était associée, unie, à l'État du « roi très chrétien » ; — depuis Charles VIII (1438) et François I<sup>er</sup> (1516), cette union avait été consacrée, d'abord par une convention, puis par un *Concordat*, traité perpétuel conclu par le roi de France avec le Chef spirituel de l'Église catholique universelle,

le Pape a au sujet de l'Eglise catholique romaine en France. Depuis la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, cet accord spirituel du Roi avec le Pape se fortifiait continûment des accords faits tous les cinq ans, quelquefois plus souvent, par la Couronne avec les Assemblées générales du Clergé du royaume : le Clergé consentait au Roi des subsides réguliers sur la fortune immobilière ou mobilière de l'Ordre ecclésiastique ; le Roi accordait au Clergé de nouvelles faveurs. Interrompue de 1791 à 1800 par la Révolution, cette association de l'Eglise et de l'Etat en France avait été rétablie par Pie VII et Bonaparte, dans le nouveau Concordat de 1801, qui, en assurant à l'Etat de larges pouvoirs de contrôle et d'autorité sur l'Eglise, assurait à l'Eglise une certaine situation officielle et administrative dans l'Etat, ainsi que des ressources inscrites au Budget national, en remplacement des biens ecclésiastiques que la Révolution française avait confisqués.

En 1905, par la Séparation, l'Eglise catholique perdait tous ces avantages matériels et moraux.

Elle cessait d'être une alliée et un membre du Gouvernement ; ses représentants ne détenaient plus la moindre parcelle de l'autorité publique, ne jouissaient plus du prestige de « fonctionnaires ». Et, surtout, sa part du budget des Cultes (35 millions annuellement) tombait. Tombaient aussi, une fois pour toutes, les capitaux des Paroisses (plus de 228 millions et demi de francs), des Fabriques, des Eglises cathédrales (plus de 10 millions et demi de francs), des Archevêchés, Evêchés, Chapitres, Séminaires (plus de 93 millions de francs). Cette grosse fortune eût pu être transférée aux « associations cultuelles » dont le Gouvernement français proposait la création. Mais le Pape « ayant estimé — écrit M. Georges Goyau — que les droits de la hiérarchie religieuse dans le fonctionnement de ces associations n'étaient pas suffisamment sauvegardés par ces associations laïques, de fond et de forme variables », les associations cultuelles ne furent pas constituées.

L'Église catholique française pouvait-elle survivre à ce double écroulement simultané, à la perte de son prestige administratif, et surtout à celle de sa fortune acquise? Ses adversaires comp- taient que non. Ou si elle survivait, combien diminuée sortirait- elle d'une aussi dure épreuve! Ses amis pouvaient le redouter.

Elle en est sortie et sans trop de dommages, et même, à cer- tains égards, avec des avantages appréciables.

Aux besoins matériels du culte, aux salaires du clergé et du per- sonnel laïque, au logement des chefs du clergé ou des desservants des paroisses, les dons particuliers, les produits des quêtes publiques pendant les cérémonies des dimanches et fêtes, et les cotisations (Denier du Culte) des fidèles, enfin certains arran- gements pris par les municipalités de France, avec l'agrément ou la tolérance du Gouvernement, mais sous leur responsabilité, ont pourvu, pourvoient et suffisent provisoirement au moins. Car la plus grande partie de ces ressources est précaire. C'est ainsi qu'en ces dernières années, les cotisations volontaires ont diminué. Par contre, la subsistance du clergé des paroisses et des prêtres professeurs, dont les appointements fixes et régu- liers sont, sauf dans quelques très riches diocèses, minimes, peut, par suite des conditions économiques actuelles, exiger d'un moment à l'autre un relèvement considérable. A ces inconvénients déjà éprouvés ou à ces éventualités dangereuses, il a été pourvu, jusqu'à présent, grâce, d'abord, à un désintéressement incontes- table du clergé, qui a mis sa conscience et son honneur à soute- nir le régime de la Séparation, — puis, par les effets même pro- duits sur l'administration épiscopale par les nécessités d'une autonomie et d'une responsabilité nouvelles. La mise en commun dans une Caisse diocésaine de presque tous les revenus ou profits accidentels des paroisses, leur répartition par les Évêques, reportent sur les paroisses pauvres l'excédent des paroisses riches. L'ancienne organisation en archidiocèses et « provinces ecclésias- tiques » peut élargir encore la solidarité catholique sur tout le

territoire national, et permet l'entraide mutuelle des diocèses. Ce qui prouve que les revenus annuellement escomptables n'ont point encore fléchi d'une façon inquiétante et qui menace la persistance du culte, c'est d'une part que les économies qui ont suivi nécessairement la suppression du budget d'Etat, n'ont porté que peu sur les œuvres bienfaisantes et sur la magnificence du culte; c'est d'autre part qu'on n'a pas encore songé à régulariser par une taxation imposée, comme dans beaucoup d'églises étrangères, le *Denier* sollicité des fidèles.

Le nombre des fidèles, attesté par les baptêmes et les célébrations à l'église de mariages et d'obsèques religieuses demandées ou permises par les défunts, — par la fréquentation des sacrements et par l'assistance aux cérémonies publiques dans les lieux de culte — ne paraît pas avoir, antérieurement à 1914, diminué.

Le nombre des localités de la France où avant 1914 le culte a tout à fait disparu est infime; assez grand est celui des paroisses où il n'est plus qu'intermittent et parfois très irrégulier. Il n'y a eu pourtant disparition que dans les pays où, bien avant la Séparation, les croyants étaient rares ou tièdes et où l'on manquait de prêtres.

Au point de vue du recrutement du clergé, il y avait plutôt, dès la veille de la guerre, une amélioration. Le nombre de ses membres s'élevait alors à environ 38.177 curés, desservants et vicaires. Depuis la Séparation, dans plusieurs diocèses, des paroisses nouvelles avaient été fondées. Dans les grandes villes, à Paris surtout, les paroisses étaient souvent, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, trop étendues: un curé et cinq ou six vicaires — parfois moins — devaient suffire à un troupeau de 80.000 à 120.000 âmes. Parfois, sur plusieurs kilomètres carrés, il n'y avait qu'une église. C'est que, sous le régime du Concordat, « ouvrir une chapelle — écrit Georges Goyau — était toute une affaire; créer une paroisse était une affaire d'Etat ». Libérée des entraves administratives ou politiques, l'Église française ne s'est pas crue trop pauvre pour des

créations. De 1905 à 1912, à Paris, neuf paroisses nouvelles ont été créées, plus de quinze dans la banlieue ; plus vingt-quatre « chapelles de service ». L'archevêque de Paris comptait, en 1913, que dans une dizaine d'années, auparavant peut-être, quarante nouvelles circonscriptions paroissiales pourraient être au moins ébauchées. Il n'est pas téméraire de croire — car en religion aussi l'organe développe le besoin — que l'effectif des fidèles a été déjà accru par cette multiplication des foyers d'enseignement et de vie spirituelle en commun. Les Ordinations tendent à augmenter. Le sacerdoce paraît attirer plus de jeunes gens instruits.

S'il ne semble pas y avoir eu de déchet dans le contenu, il est sûr qu'aucun fléchissement ne s'est produit dans l'armature. Les autorités hiérarchiques restent les mêmes : 84 évêques et archevêques, aidés de 183 vicaires généraux et de 115 chanoines pour l'administration des diocèses. Les pouvoirs épiscopaux, du fait de la Séparation, ont été plutôt fortifiés que diminués dans l'Église. Sous le régime concordataire, quelques restes subsistaient du contrôle quasi spirituel de l'État sur eux : libérés de cette « direction des Cultes » dont la surveillance, ordinairement platonique, se montrait par à-coups taquine et toujours comprimeante, ils ont leurs subordonnés plus en main. Aussitôt après la Séparation, des évêques se sont révélés hommes d'action, et organisateurs hardis, chefs religieux vraiment. A Paris en particulier, le crédit moral de l'archevêque a grandi. En dépit des mouvements d'idées désignés sous le nom global du « modernisme » et qui se produisirent au temps même de la Séparation, aucun incident grave ne s'est élevé d'insubordination schismatique.

Avec l'autorité des chefs du diocèse, l'unité aussi de l'Église catholique française profita de la Séparation. Cela, semble-t-il, de deux façons. Sous le régime antérieur — régime où continuaient de s'exprimer les perpétuelles défiances de l'ancienne Monarchie contre tout groupement indépendant, surtout dans l'ordre moral — les évêques étaient parqués dans leurs diocèses : le Gouvernement

se réservant jalousement le droit d'être le canal — étroit — de leurs rapports entre eux. Séparés de l'État, ils ont, d'abord, été attirés davantage vers le Saint-Siège, de qui, actuellement, dépend uniquement et sans partage le choix de ces pasteurs des diocèses. Ils ont été, en même temps, rapprochés les uns des autres par la nécessité. Libres de se réunir, de se consulter, de se concerter, de s'aider, ils ont commencé d'user de ces franchises inaccoutumées. Entre les diocèses le contact s'indique déjà plus étroit, sinon encore plus intime ; l'union de l'ensemble avec Rome apparaît certainement fortifiée.

---

## VIE PAYSANNE

par ÉMILE GUILLAUMIN.

## V

## CULTIVATEURS-JOURNALIERS

Remontant par degrés l'échelle des situations, la suite logique de ces chroniques nous met en présence des petits propriétaires et petits fermiers qui sont en même temps des salariés.

Leur nombre est considérable, la statistique officielle de 1909 donnant, en chiffres ronds, pour l'ensemble du territoire, 2.000.000 de petites propriétés inférieures à un hectare <sup>1</sup>.

Mais sont compris sans nul doute dans ce total de nombreux jardins, vergers, petits clos appartenant à des artisans, à des commerçants des bourgs et des cités — sans parler des simples potagers attachés aux chaumières.

D'autre part les gens qui, en contrée propice, se livrent à des cultures spécialisées, les horticulteurs, les primeuristes, etc., peuvent s'occuper et vivre, eux et leur famille, sur un hectare de terrain. La même étendue, en bon vignoble, est déjà propriété qui compte.

Nous ne retenons ici que les « locatures » ou « louageries » de vingt ares à deux hectares, en pays de cultures variées, sans spécialités de grand rapport. Ce ne sont pas, à proprement parler, des exploitations. Il n'y a pas là de matériel de culture. On y nourrit comme seule bête de trait un âne impuissant au labour. On y nourrit aussi quelques chèvres ou bien une vache — une petite bretonne, généralement. C'est l'âne entravé qui vague par les chemins; c'est la vache du bord des routes qui broute l'herbe des fossés sous la surveillance bénévole d'un enfant — le « moucheron » ou la fillette à la vêtue pitoyable, à qui les voyageurs des autos accordent un regard de pitié, et que les auteurs et les journalistes mettent parfois dans leurs écrits...

1. Une enquête du Ministère de l'Agriculture, en 1892, indique 509.000 propriétés-journaliers.



Les familles qui vivent en ces « locatures » ont l'avantage de quelques ressources alimentaires : le lait d'abord, puis le grain, les pommes de terre, les fruits récoltés dans l'enclos. Le logement est souvent un peu meilleur que dans les chaumines de dernier ordre et l'homme est incité à l'améliorer s'il en est le maître en toute propriété.

Il est peut-être un peu abusif de mettre sur le même pied celui qui possède sa maisonnette et son champ et celui qui n'est que fermier, à un taux souvent très élevé, d'un bien similaire. Le premier, outre la certitude de demeurer là, peut tabler en cas de passagère infortune sur un semblant de sécurité, et ses ressources sont naturellement grossies de ce loyer qu'il n'a pas à payer. Mais le fait que l'un et l'autre doivent tirer du dehors la part la plus importante de leurs recettes — le terrain qu'ils cultivent à leur compte n'étant qu'un appoint — rend leur situation à peu près analogue, quant aux détails de l'existence quotidienne.

Situation grosse d'inconvénients.

Car il y a forcément coïncidence entre les époques où le petit cultivateur a le plus de travail pour son compte et celles où il aurait dans les grandes fermes la possibilité de gains élevés. Il en résulte pour lui ce perpétuel dilemme : ou renoncer pour sa terre aux avantages du dehors ou la négliger pour profiter le plus possible de ces avantages tentateurs...

Cette deuxième solution l'emporte souvent comme bien on pense. Il se réserve quelques rares journées durant lesquelles il met les bouchées doubles, accomplissant vaille que vaille la tâche qu'il s'est fixée, même si le temps défavorable l'oblige au gâchage. Pour le surplus il s'impose des dimanches sans aucun repos et parfois rogne en semaine ses nuits trop courtes. Ainsi, durant toute la belle saison, est-il plus malmené que son camarade de la chaumine, astreint à un surcroît de fatigues et de soucis.

A l'automne, venu le moment de labourer son lopin et de l'ensemencer, le voici tenu d'avoir recours à un exploitant du voisinage qui, naturellement, ne consent à lui rendre ce service — service payé bien entendu — qu'après avoir terminé ses propres semailles, en sorte que le travail est toujours tardif et souvent exécuté dans des conditions défavorables.

En hiver, à l'époque où l'enclos peut se passer de ses soins, les grandes fermes le dédaignent et il est voué, comme la plupart des autres tâcherons, aux chantiers de hasard incertains et lointains. Seulement, en cas de chômage, il a sur eux cet avantage de pouvoir toujours s'occuper chez lui — sinon avec rapport immédiat, du moins avec utilité et intérêt, et avec l'espoir d'un profit plus ou moins lointain...

Il va de soi que l'absence presque continuelle de l'homme oblige l'épouse à se charger du soin des animaux et à se consacrer à la terre dans la mesure de ses moyens, de ses forces.

L'épouse, isolée dans sa « louagerie », ses espoirs concentrés sur les quelques bêtes de l'étable et du poulailler, combien elle est amenée presque forcément à voir petit!

Sans doute, dans une ferme, les préoccupations diffèrent peu quant au fond. Mais de s'étendre à un cheptel entier, à des récoltes larges, elles sont moins mesquines, moins étriquées peut-être... La maladie d'une vache, sa mort même, la médiocrité d'une pièce d'emblavure se présentent sous une apparence fragmentaire et diluée, si l'on peut dire. Et de vivre en groupe plus nombreux, en contact plus fréquent — de par les journaliers et domestiques, de par les sorties aux foires — avec des éléments du dehors, incite à une moindre ignorance, à une moindre défiance de l'extérieur.

La ménagère du petit clos se confine en ses ruminations solitaires. Ah ! le monde peut se transformer, il peut y avoir des luttes de classe et de tendances, des grèves, des émeutes, des révolutions — que lui importe ! Ce qui compte pour elle c'est le prix de vente de ses quelques denrées au marché du bourg, et que son cochon « profite » et que sa « bretonne » se comporte bien... Qu'il arrive malheur à cette bête, qu'elle soit improductive une saison par suite d'avortement ou de maladie, c'est un désastre ; et sa mort prend les proportions d'un cataclysme d'autant plus considérable qu'on n'a pas toujours les avances nécessaires pour la pouvoir remplacer...

C'est dans ces intérieurs-là qu'il conviendrait de chercher les dernières croyances aux maléfices, la continuation de maintes pratiques superstitieuses — d'ailleurs inoffensives — parce que la pauvre femme s'affecte de peu, vit dans la hantise de l'imprévu funeste...

L'enfant y est rare comme partout. Il a moins de chance encore de s'attacher à la terre que celui qui naît et s'élève dans une vraie ferme où il est intéressé par les spectacles multiples de l'activité quotidienne auxquels, de bonne heure, il participe plus ou moins — où il est pris à son insu dans l'engrenage. Lui n'a rien là qui le retienne; si ses parents ont quelques avances et le lui permettent il se décide souvent, au sortir de l'école, pour l'apprentissage d'un métier.

..

Ce principe du coin de terre et de la chaumière fut pourtant très prôné, à une époque, dans les sphères dirigeantes; on l'estimait susceptible d'attacher l'homme au pays, d'assurer à la grande propriété une main-d'œuvre plus sûre et plus stable. La loi du 19 mars 1910 sur le crédit individuel à long terme, en limitant à 8.000 francs le montant du prêt, semble inspirée de cette idée; de même la loi sur le bien de famille insaisissable. L'une et l'autre, d'ailleurs, ont fait long feu.

Au vrai, la situation du cultivateur-journalier présente ici, et en maints endroits sans doute, des oppositions presque inconciliables.

Elle apparaît seulement logique dans le midi vignoble où les journées au dehors ne dépassent pas huit heures. Elle ne peut être normale que là où l'autre tâche laisse des loisirs.

Pour cette raison, le lopin personnel s'adapte assez bien à la vie des ouvriers du sous-sol dans les petits centres miniers du Bourbonnais et de l'Auvergne où il est, en fait, très fréquent.

Quant au métier de journalier, à titre occasionnel, il s'accorde mieux avec un emploi régulier en dehors de la terre.

Ainsi voit-on dans les villages des ouvriers maçons, charpentiers, sabotiers, se mettre à la disposition de la culture durant les bonnes semaines.

Ainsi agissent les ouvriers des importantes carrières de pierres de la région de Mâcon.

Ce qui ramène au problème intéressant — mais sans doute d'une réalisation difficile là où il n'existe aucune ressource particulière — d'industries locales laissant leurs ouvriers libres pour les fermes à la belle saison.

# TRAVAIL SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL

par L. HOULLEVIGUE  
(Université de Marseille).

## L'OUVRIER FRANÇAIS ET LE TAYLORISME

*Il est possible de moderniser l'usine, mais infiniment délicat de tayloriser la main-d'œuvre. En tous pays la transformation exige la coopération active des ouvriers eux-mêmes; en France, elle se heurte actuellement à l'esprit égalitaire, à la recherche exclusive du maximum de salaire pour le minimum d'efforts. Il faut d'abord convaincre les intéressés, puis procéder par essais progressifs sans perdre le contact avec les ouvriers, adopter une hiérarchisation simple et limiter la transformation aux grandes industries accomplissant le travail en série.*

...Pourtant, la voilà sortie de ses ruines, la grande usine du Nord, et rétablie, non pas telle qu'elle était, mais comme elle doit être pour digérer rapidement les matières premières et élaborer économiquement les produits fabriqués. Et les équipes ouvrières d'autrefois, rajeunies d'éléments récoltés un peu partout (car la main-d'œuvre est rare), ont pris leur place devant les machines modernes; pour tous, c'est une éducation à faire, ou à refaire, mais la machine commande, elle impose son rythme et son allure; celui qui ralentit son travail provoque une occlusion et retarde tous ceux qui viennent après lui. L'ouvrier s'incline devant cette discipline imposée par la machine; des contestations pour le salaire, bien entendu, mais pas d'opposition de principe.

Ainsi tout se passerait sans heurts ni conflits si la fabrication, allongée sur le ruban d'un tapis roulant, réglait automatiquement la marche du travail. Mais les choses présentent rarement cette simplicité sché-

matique; il y a des étapes dans l'usinage, des services annexes ou concourants, et tout cela demande à être harmonisé; de plus, l'allure générale peut être lente ou rapide, cette dernière étant, naturellement, la plus profitable. Alors, le patron consulte un de ces organisateurs spécialistes qui s'intitulent modestement « professeurs d'efficacité », il convoque le conseil directeur, et on décide de « tayloriser » la fabrication : tout l'effort intellectuel concentré dans le « service de répartition du travail » qui fixe seul les tâches et les modes d'exécution. Le travail de chaque ouvrier, la confection de chaque pièce, résumés dans une fiche qui émane du service de répartition et qui y retourne, la tâche accomplie. Un chronométrage préalable qui permet de déterminer par avance, les conditions de travail les plus avantageuses et de synchroniser les diverses opérations. Un second chronométrage effectué en cours de fabrication, pour s'assurer que les conditions du travail sont conformes aux règles adoptées. Enfin, les bénéfices résultant de la transformation seront attribués pour une part aux salaires, pour une autre au capital et à la direction, la troisième part allant au consommateur sous forme de diminution du prix de vente.

Tout ceci paraît réglé conformément à l'intérêt général et suivant l'équité; pourtant, six mois après, la grève éclate, le personnel se dresse contre ce qu'il appelle « l'organisation du surmenage » et il faut faire machine arrière.

Que le système Taylor, sous sa forme rigide, se soit développé aux États-Unis, il ne faut pas s'en étonner. L'abondance et la variété du personnel ouvrier y permettent les sélections indispensables; il n'y a pas de place, dans l'usine taylorisée, pour les fainéants, les flâneurs, les alcooliques, voire même pour ceux qui, constitutionnellement médiocres, ne peuvent soutenir un rythme de travail accéléré. Pas de sous-production, pas de « grève perlée », un gros travail pour un gros salaire. L'immigrant, venu pour faire fortune, accepte volontiers ces conditions et l'Américain natif est convaincu que chacun doit « courir sa chance » et que le plus humble peut être appelé, s'il sait s'y prendre, aux plus hautes destinées; il a sous les yeux les exemples innombrables de ceux qui, partis de rien, possèdent ou dirigent les usines où il travaille.

Chez nous, la situation est bien différente, surtout depuis la guerre: la pénurie de main-d'œuvre, déjà notable avant 1914, s'est accrue

depuis de tous nos deuils, et du fait que la campagne, qui se dépeuplait en faveur des agglomérations industrielles, retient aujourd'hui tous ses habitants. Nul pays n'a plus de besoins et plus de devoirs, avec moins de moyens et, pour comble de misère, la France industrielle sent passer cette « vague » de déséquilibre et de nervosité qui secoue partout les masses ouvrières. Plus qu'aucun autre, l'ouvrier français est raisonneur et égalitaire ; il se refuse à reconnaître que l'inégalité des salaires est la conséquence forcée de la différence des aptitudes et de l'inégalité du travail ; et, au rebours des fins préconisées par Taylor, il s'hypnotise actuellement sur cet unique objectif : obtenir le maximum de salaire pour le minimum de travail.

D'ailleurs, il ne manque pas de politiciens professionnels pour attiser cette hostilité contre l'organisation du travail et toutes les sujétions qu'elle entraîne : « C'est l'annihilation de toute l'humanité de l'homme transformé en machine irréflective. Et M. Taylor ne l'envoie pas dire : c'est de brutes qu'il a besoin. Qui ne voit la dégradation qui menacerait une classe ouvrière dépossédée de tout ce qui fait l'homme ?... Assurément, l'emploi de la force humaine est susceptible de progrès ; mais tout progrès dans la société capitaliste est meurtrier pour la classe ouvrière. Elle n'en profitera que maîtresse elle-même de ses moyens de production ! »

Et comme les arguments qui frappent sont souvent les plus grossiers, on ne craint pas de colporter des légendes notoirement fausses : John Fraser, ingénieur anglais, visitant une usine taylorisée de Pittsburg, aurait été frappé de n'y rencontrer que des ouvriers jeunes et vigoureux. « Où sont donc vos vieux ouvriers ? » demanda-t-il au directeur. D'abord, celui-ci ne répondit pas ; puis, devant l'insistance de Fraser, il lui tendit son étui à cigares et, négligemment : « Prenez donc ce cigare et, tout en fumant, nous irons visiter le cimetière. »

Pourtant, si on écoute, non plus les agitateurs professionnels et les littérateurs, mais les chefs qui prennent la peine de réfléchir et qui sentent le poids de leurs paroles, le point de vue est tout différent. Fournière<sup>2</sup>, Merrheim<sup>3</sup> admettent nettement la nécessité d'une

1. Bracke, dans *l'Humanité* du 26 février 1913.

2. *Revue socialiste* du 15 décembre 1913.

3. *La Vie ouvrière*, février et mars 1913.

organisation scientifique, et ne font porter leurs critiques que sur les modalités d'application. Les essais tentés jusqu'ici dans diverses usines françaises (et spécialement aux usines Renault où ils ont amené une grève de cinq semaines) constituent un « véritable sabotage » du taylorisme, mais le système lui-même, *adapté à la mentalité française*, s'introduira nécessairement dans notre industrie ; l'intérêt des ouvriers est donc, non pas de s'opposer à la taylorisation, mais d'en surveiller l'application. « Un fait certain, dit Merrheim, c'est qu'il y a pénurie d'ouvriers en France, et cela est encore une des causes pour lesquelles l'organisation du travail est fatalement nécessaire, car il me paraît hors de doute qu'une utilisation intelligente, rationnelle, de la main-d'œuvre s'impose sous peine d'une déchéance prochaine de nos grandes industries. J'ai fait l'an dernier cette constatation attristante et douloureuse que l'immoralité du prolétariat de la métallurgie s'est développée depuis huit ans, qu'elle a augmenté proportionnellement avec la servitude qu'on imposait et l'alcoolisme qu'on tolérait, sinon encourageait par crainte de l'organisation ouvrière... Taylor prétend que l'application de ses principes oblige l'ouvrier à devenir plus sobre. C'est possible, c'est même certain, car un ouvrier intempérant ne peut pas travailler avec la régularité que suppose le système Taylor. Mais ce résultat même me donne à penser que les patrons ne chercheront pas à appliquer vraiment, *sincèrement*, le système Taylor, car l'expérience me permet d'affirmer que, dans l'industrie métallurgique tout au moins, l'ouvrier sobre est généralement moins bien considéré de son patron que l'ouvrier buvant un coup de temps à autre. Le premier travaille avec plus de régularité, oui, mais il se refuse à s'abrutir et à faire, comme je l'ai vu dans certaines usines du Nord, jusqu'à 180 et 190 heures de travail par quinzaine ; au contraire, le pochard travaille comme une brute pendant dix, quinze jours et se saoule pendant quatre, cinq ou six jours. Puis il revient demander en grâce qu'on le réembauche ; il est ainsi à la merci de l'employeur <sup>1</sup>. »

On excusera cette longue citation. Mais il est essentiel, lorsqu'on s'occupe d'organisation ouvrière, de se pénétrer du point de vue des ouvriers eux-mêmes, car c'est là qu'est le nœud de la question, et Taylor a déclaré à maintes reprises que l'application de sa méthode exige,

1. Cité par A. Vielleville, *Le Système Taylor*, thèse de doctorat, 1914.

non seulement le consentement passif, mais la collaboration active des ouvriers. Or, en France et à l'heure actuelle, cette collaboration n'est rien moins qu'acquise.

Sur ces données, on conçoit clairement comment le problème se pose pour l'industrie française. A vouloir procéder d'autorité et immédiatement, on irait au devant d'un échec qui retarderait, pour de longues années, une transformation pourtant nécessaire. Le problème de la taylorisation ouvrière est, avant tout, un problème d'éducation ! Il faut convaincre les travailleurs que la production accélérée entraîne pour eux un accroissement considérable de leurs salaires, qu'elle ne risque pas de brûler leur vie dans un effort anormal, et enfin qu'elle n'aura pas pour effet d'amener une surproduction qui engendrerait, comme contre-coup, le chômage ou l'élimination des moins robustes d'entre eux ; en un mot, il faut se placer résolument à leur point de vue, « entrer dans leur peau » et se persuader que, si leurs craintes sont infondées, elles sont parfaitement légitimes et naturelles.

C'est surtout dans la période d'apprentissage que cette évolution intellectuelle doit être préparée ; il faudra enfoncer le clou à petits coups, mais répétés ; et quand l'idée sera acceptée, en principe, par les masses ouvrières, alors seulement on pourra procéder à une taylorisation progressive, à titre d'expérience d'abord, et sans perdre le contact avec les « taylorisés par persuasion ». Une commission mixte, *paritaire*, comme on dit aujourd'hui, composée d'ingénieurs, de contre-maitres et d'ouvriers constituerait évidemment l'organe le mieux approprié à la surveillance de ces essais ; on pourrait encore y associer les syndicats ; en tous cas, il est une tâche pour laquelle ces derniers paraissent spécialement désignés, c'est d'établir le classement ou le reclassement des ouvriers suivant leurs capacités.

Telles sont, me semble-t-il, les directions générales qui doivent guider cette transformation. Encore ceux qui ont la pratique de l'ouvrier français font-ils, au sujet de l'application intégrale du système Taylor, une réserve dont il sera bon de tenir compte : dans la grande usine mécanique organisée à l'américaine, l'ouvrier est en rapport nécessaire avec un trop grand nombre de supérieurs : huit dans le cas spécial de la construction métallurgique. Or si l'ouvrier français tolère assez difficilement de recevoir les ordres d'un chef, il est à présumer



qu'il n'obéirait plus du tout à des ordres venus de huit côtés différents. Quelque organisation qu'on admette, il faudra donc aboutir à une hiérarchie simplifiée, du type militaire : un chef d'atelier donnant des ordres aux contremaîtres, et chacun de ceux-ci ayant sous sa main exclusive l'équipe qu'il dirige.

Enfin, il ne faut pas oublier que l'organisation scientifique dont Taylor a précisé les règles, ne s'applique qu'à un nombre, heureusement limité, d'industries, car, du point de vue purement humain, on peut regretter cette mécanisation à outrance qui retire à l'ouvrier toute spontanéité, toute faculté inventive et qui limite sa tâche à une répétition indéfinie de gestes identiques, accomplis à une allure accélérée. Mais tous les regrets qu'on peut formuler à cet égard sont parfaitement vains, les ouvriers le savent, et Ruskin lui-même n'oserait pas affirmer qu'on puisse « travailler dans la joie » quand on fabrique des lampes à incandescence ou des billes de bicyclettes. La loi d'airain du travail ne peut avoir qu'une compensation : un salaire élevé et des loisirs suffisants. Ceux qui ne veulent pas s'y soumettre n'ont qu'à ne pas entrer dans la grande industrie ; dans la multitude des métiers manuels, dans les professions artistiques, agricoles, commerciales, ils trouveront sans peine l'emploi d'une individualité rétive au travail organisé.

Et j'ajouterai qu'au point de vue national, si nous voulons développer les caractéristiques de la race, nous avons intérêt à voir prospérer ces professions indépendantes, surtout et particulièrement celles qui mettent en jeu le goût et le sens artistique ; c'est là, surtout, que nous pouvons exceller, développer notre génie et imposer la supériorité de nos produits.

---

## CHRONIQUE LITTÉRAIRE

### LE VÉRITABLE ANDRÉ CHÉNIER

par DANIEL MORNET  
(Université de Paris).

M. P. Dimoff vient d'achever la publication des *Oeuvres complètes* d'André Chénier<sup>1</sup>. Entendons ses *Oeuvres* poétiques. Si l'on y joint le volume d'*Oeuvres* en prose publié par M. A. Lefranc nous possédons enfin un Chénier authentique et complet. Il y aura fallu un peu plus d'un siècle, depuis la première édition d'Henri de Latouche en 1819.

C'est évidemment la faute des premiers éditeurs. Un éditeur, il y a cent ans, ou deux cents, ou plus, n'était pas l'humble serviteur de l'œuvre qu'il publiait. Il était un collaborateur, chargé de veiller sur la bonne tenue et d'assurer le succès de celui que la destinée lui avait confié. Il prenait donc le droit de tailler, coudre et corriger. Aimé Martin revisait les manuscrits de Bernardin de Saint-Pierre avant de les donner à l'imprimeur. H. de Latouche a révisé, comme lui, ceux de Chénier. Mais ce fut aussi la faute de ceux qui, par droit de famille, détenaient les manuscrits. G. de Chénier voulut se faire éditeur des œuvres complètes de son aïeul. Il l'édita avec une maladresse et une ignorance certaine. Mais, s'il avait contre lui le bon sens et les bonnes lettres, il avait pour lui la loi. Il fallut attendre, pour vérifier sa publication, qu'il fût mort et qu'on pût ouvrir les dossiers enfin légués à la Bibliothèque Nationale.

L'édition critique de M. Dimoff est excellente<sup>2</sup>. Elle suit les

1. Paris, Delagrave, s. d. (1914-1919). 3 vol. in-12.

2. Elle n'est qu'une édition critique qui se propose seulement de donner un texte exact. Provisoirement c'est dans l'édition Becq de Fouquières qu'on trouvera l'indication des sources principales de Chénier. M. Dimoff prépare sur Chénier un travail d'ensemble.

manuscrits avec une fidélité judicieuse et pieuse. Elle nous donne rigoureusement ce que Chénier a écrit. Elle classe également tous ces feuillets épars aussi sagement qu'on pouvait classer. Elle ne laisse à l'arbitraire que la part inévitable. Désormais nous pouvons lire Chénier en sachant que c'est bien lui.

Diffère-t-il de celui qu'Henri de Latouche avait révélé et que l'on avait complété lentement, d'édition en édition? Diffère-t-il de celui que G. de Chénier nous avait proposé? La question n'est point vaine. Elle intéresse la poésie et les lettres tout entières. Elle intéresse même l'érudition. M. Becq de Fouquières, M. A. Lefranc, M. P. Dimoff ont dépensé des trésors de patience et d'intelligence pour nous restituer un vrai Chénier. Ont-ils gaspillé ces trésors? Et n'ont-ils fait que se divertir à des chicanes sans gloire et sans profit?

Je pense qu'ils n'ont pas perdu leur temps. Ils ont précisé d'abord ce que nous savions du génie de Chénier. Les retouches et les corrections de ces manuscrits nous apprennent ce que nous révèlent les manuscrits de tous les grands écrivains. Ils nous font connaître plus exactement leur pensée et leur art. Ils trahissent les secrets du Dieu. Aimer ce n'est pas seulement communier dans une même émotion; c'est aussi comprendre. Quand on comprend mieux l'effort de Chénier pour créer l'harmonie et la beauté, on l'aime mieux. Ce n'est donc pas seulement l'érudition, qui y gagne, mais l'art et la poésie. Chénier est servi par l'érudition, exactement comme Lamartine, Hugo ou dix autres. Mais pour lui il y a mieux.

Pendant cent ans on l'a méconnu. Ni l'édition de Latouche, ni les travaux de Becq de Fouquières, ni même l'édition G. de Chénier n'ont réussi à détromper exactement les critiques. Il est resté une belle statue masquée. Sous ce masque on a voulu discerner un visage qui n'a jamais été le sien. Poète de *Bucoliques* pensait-on; modeleur d'images charmantes et frêles; mais aussi grand poète qui abritait sous son vaste front les destinées d'admirables poèmes philosophiques. *L'Aveugle*, *le Jeune malade*, *la Jeune Tarentine*, ou *Clytie*, sans doute; mais aussi cet *Hermès* qui devait être, qui allait être l'Épopée de l'esprit humain; mais aussi cette *Amérique* qui pouvait être une Épopée de l'histoire humaine. Par une destinée ironique et stupide celui qui devait créer la grande poésie française était mort en

ne laissant du Temple que des blocs de marbre dispersés. Or nul ne peut penser sans angoisse à l'œuvre que Chénier aurait pu créer. Mais nous savons maintenant fort bien, par toutes ces notes, indications, remarques, ébauches, que publie M. Dimoff — et par les œuvres en prose publiées par M. Lefranc — ce qu'auraient été l'*Hermès*, ou l'*Amérique*. Sculpteur de génie, l'un des plus grands, c'est Chénier. Mais architecte médiocre ou dont l'architecture vaut toutes celles qu'on dessinait de son temps. Les « grands poèmes » de Chénier auraient eu d'admirables pages, celles que nous connaissons et d'autres sans doute. Ils n'auraient pas exprimé une idée neuve — et fort peu de ces idées qui sont neuves parce qu'elles sont éternelles. La philosophie de Chénier, sa science, sa politique, sont très exactement celles de son temps. Il n'y ajoute rien. Il n'y a pas une de ces lignes, prose ou vers, sous laquelle on ne pourrait écrire une ligne d'un obscur contemporain. Si vous retirez de ses vers la couleur et l'harmonie il n'y en a pas un qui ne puisse être signé Roucher, Fontanes ou Lebrun.

Quelle étonnante illusion a donc attaché les romantiques à leur erreur, et leur a fait chérir les vers de Chénier comme s'il s'était assis au Cénacle, parmi eux. Pendant quelque quatre-vingts ans on a lu Chénier, quand on était critique, comme un miracle; le miracle d'un romantique né trente ans trop tôt dans une poésie trop vieille. Fleur merveilleuse, soudain éclore et soudain moissonnée, dans la terre stérile où se desséchait la poésie classique... La vérité est qu'il n'y a pas plus d'erreur ou d'illusion qu'il n'y a de miracle. Ni Fontanes, ni Lebrun, ni Roucher n'étaient des poètes. Vigny ou Hugo étaient poètes. Ils ont retrouvé en Chénier non pas un poète romantique, mais un poète tout simplement. Et ils l'ont reconnu comme un des leurs, non pas parce qu'il était romantique mais parce qu'il était poète.

Nous touchons maintenant du doigt, par l'édition de M. Dimoff, le secret, ou plutôt l'un des secrets de cette poésie. Si Chénier n'a rien renié de la philosophie, des doctrines, des erreurs littéraires mêmes de ceux qui, vers 1780, se croyaient poètes, s'il n'a poursuivi ni des desseins plus sages, ni de plus profondes méditations, il a aimé quelque chose qu'ils ont ignoré ou qu'ils n'ont goûté que par habitude, tradition ou accident. Cent notes, remarques, renvois de Chénier que nous possédons maintenant, témoignent de la vivante et ardente passion qui

l'a toujours ramené vers ce qu'il y eut de plus beau dans l'art et la poésie grecque. Ses plus sincères amours ce ne furent ni Lycoris, ni Camille, ni Cosway, ni les « pensers nouveaux » de Newton, Buffon ou Condillac, ce furent son Homère, ou son *Anthologie*, et des épiques ou regardés par curiosité, par loisir, par métier. Il ne les a pas relus, tout annotés, jusqu'aux plus obscurs scoliastes. Et c'est bien en cela, si l'on veut, qu'il est romantique, ou poète, parce qu'il n'a pas mesuré, calculé, réglé son amour comme les Fontanes ou les Lebrun calculaient ce qu'ils devraient à Homère, à Pindare ou à Tibulle. Il s'est donné tout entier. Il a vraiment oublié les « pensers nouveaux » pour les vers antiques. Sa poésie, comme celle des romantiques, comme toute poésie est jaillie d'un ardent amour. Il n'a vraiment aimé, ou ne semble avoir aimé aucune femme de chair. Il a aimé des « fantômes sans os ». Et c'est pour cela qu'il les a fait immortels, comme Elvire ou comme Eva.

Il existe de Roucher des notes et brouillons, fort copieux, et qu'on pourrait publier, s'ils n'étaient pas sans intérêt. On y trouverait, comme dans les manuscrits de Chénier, des ébauches, des citations, des recueils d'expressions et de références. Il n'y manque qu'une seule chose pour que Roucher soit Chénier : la vie. Roucher est un élève appliqué qui cherche assidûment des recettes et des réussites. Anglais, latins ou grecs, il les lit comme Chénier, dans le texte ou les traductions. Mais il ne les comprend pas, parce qu'il n'oublie, en les lisant, ni la rhétorique qu'on lui enseigna, ni la poétique à laquelle il croit, ni les salons où ses vers seront applaudis. Il ne va pas vivre avec eux. Il se cherche en eux. Il leur prête ses habitudes, ses préjugés et ses sottises. Chénier lui aussi a ses préjugés et ses habitudes. Il les subit, fâcheusement, quand il médite l'*Amérique*, qui n'est pas grecque, ou l'*Hermès* qui ne l'est pas, malgré son titre. Mais il les oublie vraiment quand il lit son Homère, ou son Théocrite, ou son Anacréon. Il quitte les bords de la « belle Seine » ; il oublie l'Opéra pour lequel il va parler. Il est sur les rives sonores de l'Attique ou de la mer de Sicile. Ce n'est plus Camille, Rose, Julie ou Glycère qui s'évoquent, mais vraiment des nymphes, des dryades, des tuniques souples, des tresses qui flottent. Il vit d'une autre vie, chimérique, profonde, éternelle :

Volons, volons chez eux retrouver leurs modèles  
Voyageons dans leur âge...  
Puis, ivres des transports qui nous viennent surprendre  
Parmi nous, dans nos vers, revenons les répandre...

Chénier se trompe sur son génie. Il s'enivre, il s'abandonne à ses transports. Mais s'il est un grand poète ce n'est pas lorsqu'il revient chez lui. C'est lorsqu'il sort de son siècle et de lui-même et qu'il est le contemporain de ses modèles. On l'avait deviné, avant l'édition de M. Dimoff. On le saura avec certitude maintenant qu'elle nous permet de suivre avec précision les « voyages » de son « Invention ».

---

## VIE POLITIQUE DE LA NATION

par GEORGES GUY-GRAND.

---

### *La France est-elle devenue « réactionnaire » ?*

*Accusations portées contre la France d'après la guerre : elle serait devenue « réactionnaire ». — Faits qui tendraient à justifier cette accusation. — Critique des critiques : il ne faut prendre à la lettre ni les jugements des socialistes extrémistes, ni ceux des économistes doctrinaires, les uns et les autres fermés au sentiment de la justice. — Mise au point des griefs : ce qui en subsiste. L'épigraphe du livre d'Abel Ferry : la « Bureaucratie » n'a pas étouffé « l'Ame de 1793 ».*

Les lecteurs de la *Civilisation française*, après avoir lu dans le numéro de mars la neuvième leçon du cours de M. Lanson sur « l'idéal français dans la littérature », ont dû vraisemblablement se reporter au temps présent. L'idéal français, tel qu'il apparaît dans le monde au lendemain de la grande guerre, semble assez différent de ce qu'il était à la veille et dans les premiers temps de la Révolution.

Au xviii<sup>e</sup> siècle, montre M. Lanson, le patriotisme existe, quoi qu'on en ait dit, mais il se soumet à la loi morale, il subordonne la patrie à l'humanité; « l'idéal patriotique se confond avec l'idéal philosophique et philanthropique ». Même assez avant dans la Révolution le patriotisme reste « l'amour du bien public, des réformes, de la liberté et de l'égalité ». C'est seulement avec l'invasion que le patriotisme s'appuie sur l'élément militaire; avec l'Empire il se laisse griser par l'ivresse guerrière, tandis que l'esprit d'humanité s'absorbe dans le cosmopolitisme. Il y a divorce où jusqu'alors avait régné l'harmonie.

Ne se passe-t-il pas, disent quelques-uns, un phénomène semblable au lendemain de la guerre? Hier, au moment du danger, nous avons

assisté à une magnifique explosion d'idéalisme. On parlait de Justice, de Droit, de Liberté ; l'amour de la patrie ne se séparait pas du salut de l'humanité. Maintenant, à en croire ces censeurs, nous pratiquerions une politique militariste et cléricale ; l'impérialisme napoléonien aurait retrouvé droit de cité ; la France, comme l'a dit un député socialiste, serait devenue le plus réactionnaire des Etats d'Occident. Et des livres de libéraux ou de radicaux anglais, dont les traductions commencent à se répandre chez nous, nous avertissent qu'« on voit croître le sentiment, encore inexprimé actuellement, que ce qui s'oppose à la création d'une Europe qui puisse vivre et puisse se nourrir elle-même, c'est la politique de la France<sup>1</sup> ».

Ainsi, de toutes parts, des reproches et des actes d'accusation s'élèvent contre la France républicaine, et cela au nom des principes qui sont le plus chers à des cœurs républicains. Ces griefs sont-ils fondés ? La France oublie-t-elle vraiment son génie ? N'y a-t-il pas au contraire dans ces accusations des erreurs de perspective et des injustices de doctrine ? C'est ce qu'il faudrait éclaircir.

..

Tout d'abord, plaidons coupable. Reconnaissons que certaines manifestations, et des plus voyantes, sont de nature à donner une singulière idée de l'esprit et des actes de la France démocratique. Des lettres à la politique et à la diplomatie, ce n'est pas toujours l'amour de la liberté et de l'égalité qui anime ceux que l'on considère comme les interprètes les plus représentatifs de notre peuple.

Un autre article de cette revue parlera de l'activité littéraire. C'est un fait que les organes les plus influents, les plus répandus, les plus réputés de l'opinion ne nourrissent pas une vive tendresse à l'égard des principes et de l'esprit démocratiques. Ceux-ci ne sont en honneur ni à l'Académie, ni dans la plupart des grandes revues anciennes ou nouvelles, ni dans les journaux qui autrefois pourtant étaient fameux pour leur libéralisme. Le corps des fonctionnaires de la « Carrière »

1. Norman Angell, préface de la traduction du *Chaos européen* (Bernard Grasset).  
— Le livre fameux de J. Maynard Keynes, *Les conséquences économiques de la paix* vient également d'être traduit. (Éditions de la *Nouvelle Revue française*.)



n'a jamais passé non plus — et pas seulement en France — pour sympathiser pleinement avec l'idéal d'une politique démocratique ; ce n'est pas un organe révolutionnaire, c'est le journal le *Temps* qui écrivait, il y a trois ans, ces lignes qui n'ont pas cessé d'être vraies : « la diplomatie de la République française s'est rarement avisée qu'elle parlait au nom d'une démocratie, et quand elle s'en avisait, ce n'était d'ordinaire que pour s'en excuser<sup>1</sup> ». Le même état d'esprit peut être constaté à l'état-major de l'armée ; des observateurs clairvoyants ont pu s'inquiéter d'une sorte de divorce entre les tendances de certains de nos chefs militaires et la volonté nationale. Enfin, si l'on en croyait les affirmations concordantes des deux extrêmes, la presse nationaliste et la presse socialiste, la majorité de la Chambre élue le 16 novembre — la « Chambre bleu-horizon » — serait nettement orientée à droite ; les groupes de gauche, à la Chambre et au Sénat, ont fait des réserves sur l'économie des nouveaux impôts, qui sont par leur montant un acte de courage, mais n'établissent pas une proportion équitable entre les impôts directs et les taxes indirectes, et ne demandent pas à la fortune acquise des sacrifices suffisants. D'autre part de grandes associations démocratiques, comme la *Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen*, ont élevé des protestations contre le projet de dissolution de la Confédération générale du Travail, qui serait « juridiquement une sottise, politiquement une faute ».

Voilà un ensemble de faits de nature à impressionner. Ils sont reproduits, commentés, amplifiés et par la grande presse qui s'en réjouit ou ne s'en émeut pas, et par la presse d'opposition qui en tire des conséquences favorables à ses campagnes. Quand on ne connaît de la France que ce visage, dessiné par les corps conservateurs et par les gazettes, on peut en effet se demander ce qu'est devenu l'esprit de la France révolutionnaire, son patriotisme pétri de liberté et d'humanité.

..

Toutefois, regardons de plus près, et surtout demandons-nous si les censeurs eux-mêmes sont bien qualifiés pour représenter vraiment cet esprit démocratique, cet amour de la liberté et de la justice dont ils se réclament.

1. *Temps*, 27 mars 1917.



Ces censeurs sont de deux sortes : il y a d'abord les mystiques révolutionnaires, pour qui la révolution russe, sous la forme bolcheviste, représente le dernier état du progrès de l'humanité. Ce sont les socialistes « extrémistes ». Remarquons simplement, sans entrer dans une discussion de fond, que le bolchevisme, dans la mesure où nous le connaissons, affiche le plus profond mépris pour le socialisme et la démocratie à la mode occidentale. C'est une question de savoir si le gouvernement des Soviets constitue un progrès sur nos institutions politiques ; c'en est une autre de savoir si ce « progrès », à supposer qu'il soit réel, peut être transplanté de la société russe dans nos sociétés occidentales. A ces questions nombre de socialistes et de syndicalistes, même parmi les dirigeants de la Confédération du Travail, répondent par la négative. Il est vrai qu'il n'est pas nécessaire, dans l'état actuel de la morale internationale, d'approuver les principes d'un gouvernement pour entrer avec lui en relations d'affaires ou même politiques, cela est d'un autre ordre et l'on peut discuter ; mais beaucoup d'accusations lancées contre la France « réactionnaire » ont pour mobile le dépit de la voir montrer peu d'enthousiasme pour le mysticisme oriental. Le critérium est à récuser.

D'autres critiques se placent plus spécialement au point de vue économique ; c'est le cas des libéraux ou des radicaux anglais auxquels il a été fait allusion au début de cette chronique, et des socialistes qui chez nous les suivent. Envisageant exclusivement la reconstruction économique de l'Europe et la solidarité européenne à rétablir, ils accusent la France de mettre obstacle à cette reconstruction par ses exigences intempestives, et de poursuivre en outre une politique de conquêtes qui risque de déclencher de nouvelles guerres. Sur ce dernier point il faut bien répéter, encore qu'on l'ait dit dans une précédente chronique, que si des nations montrent en ce moment des appétits impérialistes ce n'est pas la France en premier lieu ; il conviendrait de mieux ajuster les sévérités aux ambitions véritables. Pendant la guerre certains de nos censeurs — souvent les mêmes — jugeaient les responsabilités de la France plus lourdes que celles de l'Allemagne ; aujourd'hui le même jeu recommence, au bénéfice de nos Alliés, à propos des conditions de la paix « carthaginoise ». Le sophisme ne vaut pas mieux.

Quant à la solidarité européenne, reconnaissons bien haut qu'elle est en effet le but suprême à poursuivre ; il y a sur ce point accord entre tous les esprits qui ne veulent pas s'enfermer dans le nationalisme. Et s'il faut consentir à cette solidarité des sacrifices matériels, on s'y résoudra. Mais c'est une question très difficile de savoir dans quelle mesure ces sacrifices sont nécessaires ; des économistes aussi peu suspects de chauvinisme que M. Charles Gide estiment que M. Maynard Keynes a singulièrement sous-évalué la dette allemande. Et puis, comme l'a dit, dans une étude publiée par l'*Action nationale*<sup>1</sup>, notre collaborateur M. Henri Hauser, M. Maynard Keynes « mélange perpétuellement la mesure des responsabilités encourues par l'Allemagne et la capacité de paiement de l'Allemagne » : ce ne sont pas choses du même ordre. On peut être contraint de remettre à un débiteur une partie de sa dette, la dette n'en existe pas moins, et le débiteur est toujours dans l'obligation, au moins morale, de s'acquitter. Il faut parfois s'incliner devant la nécessité, mais on ne doit jamais abâtardir la justice.

La justice, voilà en définitive l'âme d'une démocratie idéale, à quoi tout doit se subordonner. Cette volonté de justice, on ne la sent pas dans les attaques actuellement dirigées contre la démocratie française. Elle n'inspire ni les révolutionnaires marxistes qui la traitent d'« idéologie bourgeoise », ni les doctrinaires libéraux qui la subordonnent aux considérations économiques. Or la solidarité européenne est faite sans doute, à la base, d'intérêts matériels ; il faut vivre, manger, sauver l'Europe de la famine ; mais au sommet il y a la solidarité spirituelle, qui ne peut se fonder que sur la justice. Non pas le talion, ni la vengeance, ni les représailles, modes inférieurs d'une réaction aveugle ; mais pas non plus l'oubli, ni l'abdication, ni le déplacement des responsabilités. Telle est la vraie tradition française, celle d'un Michelet, d'un Renouvier ou d'un Proudhon. Il convient de ne pas la laisser prostituer.

\*  
\* \*

Il est donc expédient de n'accueillir qu'avec réserve, avec critique, les accusations lancées de certains côtés contre la France « réaction-

1. 25 avril 1920.

naire ». Les censeurs ne sont pas qualifiés. Ceci accordé, il n'en est pas moins très douloureux, pour ceux qui ont vraiment le sens de la justice et qui ont le droit d'être sévères, de constater que sur un trop grand nombre de points, à en juger par certaines tendances, ces censeurs ont raison. Il y a trop de déchet dans les espoirs, trop d'écart entre la beauté de l'idéal qui faisait vibrer tant de cœurs et l'insuffisance ou le scandale des résultats. Il en résulte un état de malaise matériel et de souffrance morale qui se traduit par des crises. Et la guerre, qui devait exalter le droit et la liberté, a trop souvent comme conséquence l'oubli du droit et la restriction des libertés.

Mais la tradition républicaine française n'est pas morte, elle est enclose dans les mœurs, bien qu'elle n'apparaisse guère dans les cérémonies académiques. Ce pays, qui a fait trois révolutions pour établir la liberté, et qui était si profondément pacifique, n'est pas devenu tout d'un coup militariste et clérical. La neutralité des institutions, respectueuse de toutes les croyances, n'est pas menacée ; la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican, si elle s'accomplit, sera une mesure politique qu'on pourra discuter politiquement, mais qui ne signifiera pas plus la répudiation de la laïcité que les entrevues de M. Lloyd George avec M. Krassine n'ont signifié une adhésion du gouvernement de Sa Majesté aux principes de la république des Soviets. C'est, d'autre part, le généralissime lui-même, M. le maréchal Foch qui, dans un discours prononcé devant les anciens élèves de l'École Polytechnique, a rappelé la phrase de Montesquieu : « la République est le meilleur des gouvernements, mais c'est celui qui demande le plus de vertu(s)<sup>1</sup> ». Le militarisme, au sens exact du mot, n'est pas plus à craindre désormais, en France, que le cléricalisme. Et si l'on veut opposer des livres à des livres, rappelons seulement l'épigraphe du livre posthume<sup>2</sup> par lequel Abel Ferry, député, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, engagé volontaire et mort pour la patrie, a fixé son expérience de la guerre : « *L'Ame de 1793 est en bas, la Bureaucratie est en haut* ».

Les représentants des pouvoirs publics peuvent montrer, avec une juste fierté, à l'étranger qui nous observe, la renaissance matérielle de

1. *Temps*, 20 mai 1920.

2. *La Guerre vue d'en bas et d'en haut* (Bernard Grasset).

la France, surtout dans nos régions libérées. Qu'il soit permis à de simples citoyens d'affirmer la vie persistante de sa tradition démocratique. Qu'on ne voie pas seulement la Bureaucratie parfois somnolente de nos administrations ; tout au bas, l'Ame de 1793 veille, toujours la même.

P.-S. — On relira utilement, pour compléter certains points de cette chronique, l'article de M. Pierre Conard : *Y a-t-il un militarisme français?* et celui de M. Bertrand Nogaro : *La situation financière et l'effort fiscal en France*, tous deux parus dans notre précédent numéro (avril 1920).

---

VERS UNE CONFÉDÉRATION DES PUISSANCES DE L'ENTENTE

Articles de MAURICE HAURIQUÉ  
Doyen de la Faculté de droit de Toulouse,

publiés pendant la guerre.

(Figaro des 4 mars, 2 février, 27 mai 1916 ; extraits.)

Les historiens qui, plus tard, étudieront la guerre actuelle, ne pourront se dispenser de manifester leur étonnement d'un certain nombre d'anomalies. Ils se demanderont, par exemple, comment il a pu se faire que, les projets et les préparatifs de l'Allemagne étant si bien connus d'avance, des alliances plus nombreuses et plus étroites n'aient pas été nouées entre les États menacés par elle dès avant la guerre afin de la conjurer. Mais ce qui les surprendra le plus sera certainement que dix-huit mois de guerre aient pu s'écouler, sans que les États coalisés pour la défense de la liberté du monde aient paru songer à substituer à leur entente passagère une alliance permanente et une véritable confédération.

Avec le recul de l'histoire, on verra clairement la force qu'une pareille transformation eût donnée à l'Entente et les résultats qu'elle eût valus, soit pour la conduite de la guerre, soit pour la conclusion de la paix, et combien elle eût répondu aux réalités de la situation mondiale.

Essayons, par un effort d'abstraction, de nous placer dès maintenant dans le recul de l'histoire, et de dégager les avantages que nous apporterait une confédération. Le chemin parcouru depuis un an doit nous faciliter cet effort.

..

Une pareille confédération est-elle possible ? Tout est possible quand on en comprend la nécessité. Il s'agit, d'ailleurs, bien moins de

partager des dépouilles que d'organiser la police du monde. Le tout est donc de faire pénétrer cette idée dans les esprits, et c'est à quoi devrait s'employer la presse des divers pays.

Au demeurant, je crois que les gouvernements préparés à tout comprendre et les peuples à tout accepter. Je redouterais plutôt l'incompréhension de certains cercles doctrinaires. Il y a des gens, imbus de la vieille doctrine de la société unique des nations, qui se préoccupent de sauvegarder, après cette guerre inexpiable, la reprise des relations avec l'Allemagne sur le pied de la confiance réciproque. Ce sont ceux qui, par exemple, se sont effrayés à l'idée que la Belgique aurait pu adhérer au pacte de Londres et sortir ainsi de sa neutralité. Qu'en penserait l'Allemagne ?

Voilà bien le genre de candeur internationale dont nous guérirait la confédération des États de l'Entente. Que signifie la neutralité de la Belgique pour l'Allemagne, puisqu'elle l'a déjà violée, et qu'avons-nous besoin qu'elle la garantisse ? La situation de la Belgique, à l'avenir, ne peut plus être garantie que par les États de l'Entente qui, seuls, ont le respect des traités.

La face du monde est changée, la sauvagerie de l'Allemagne a déchiré la tunique sans couture du droit international ; pendant longtemps, il n'y aura plus une société des nations, il y en aura deux : celle des nations qui ont de l'honneur et des principes de morale internationale, celle des nations qui pratiquent toutes les infamies et qui disent tranquillement : « C'est la guerre. »

..

Il s'agit maintenant de voir si une confédération des puissances de l'Entente est chose faisable.

Je ne me fais aucune illusion sur la difficulté d'allier une demi-douzaine de peuples de tempéraments différents dont tous les intérêts ne convergent pas. Je sais les obstacles que constituent le quant à soi des uns, l'égoïsme sacré des autres, les ambitions légitimes et l'esprit d'indépendance de tous. Je connais la multiplicité des problèmes et le caractère brutal de quelques-uns, par exemple de celui des charbons. Je sais les inconvénients d'une confédération où personne ne com-

mande, où toute décision doit être précédée de laborieuses négociations, mais je sais aussi que la confédération se fera parce qu'elle est nécessaire et que le plus tôt sera le mieux.

.....

\*  
\*  
\*

Quelles seraient, pour chacune des puissances de l'Entente, les chances d'avenir que réserverait une confédération ? C'est une question délicate qu'on ne peut se dispenser d'aborder. Si l'on entrait dans la voie des réalisations, les partis politiques se placeraient tout de suite à ce point de vue, et, d'ailleurs, en étudiant le problème sous cet aspect, on doit trouver de nouvelles raisons de décider.

Je ne l'examinerai cependant que par rapport aux démocraties libérales de l'Occident, et encore, uniquement, en tant qu'il intéresse la question de leur sûreté pour le développement de leur liberté.

C'est un lieu commun de la science politique que les démocraties libérales en temps de paix se désintéressent de la politique extérieure pour ne s'attacher qu'aux luttes de la politique intérieure et à la poursuite des réformes sociales ; elles préfèrent nier le danger international plutôt que d'avoir à l'envisager. Les événements de 1914 ne sont pas pour infirmer ce jugement. M. Morton-Fullerton, dans son livre prophétique, *Problems of Power*, publié à la veille de la guerre, constatait que les démocraties anglaise et française avaient depuis des années négligé le péril allemand, et par conséquent leur sûreté, pour s'hypnotiser sur la politique intérieure, et qu'il avait fallu le coup d'Agadir pour les sortir de leur torpeur.

Malheureusement, rien ne dit que cette leçon ne sera pas perdue, parce qu'il y en a eu dans le passé bien d'autres qui n'ont pas servi. Il se pourrait qu'en 1934 nous eussions oublié 1914, comme dès 1890 nous avions oublié 1870 ; il se pourrait que les illusions pacifistes se fussent reformées, que l'antimilitarisme eût relevé la tête ; il se pourrait même, les divisions politiques aidant, qu'il se fût constitué un parti de l'alliance avec l'Allemagne. Oui, ce spectacle déconcertant pourrait être donné au monde, qu'une génération entière s'étant sacrifiée pour sauver un idéal de civilisation, son sacrifice fût rendu inutile par la



défaillance de la génération suivante qui pactiserait avec le germanisme!

C'est que les démocraties libérales sont encore invertébrées, c'est qu'elles ne possèdent pas encore dans l'organisation interne de leur souveraineté le dispositif qui leur assurerait la suite dans les idées; leur corps électoral souverain n'est qu'une foule inorganisée où les générations se succèdent, avides de nouveautés, dédaigneuses de la tradition. En attendant qu'elles aient fait leur éducation et enfanté l'organisation adéquate à leurs besoins, il n'y a qu'un moyen de conjurer le danger, qui menace les démocraties libérales, du fait de leur incapacité en matière de politique étrangère, c'est de les confédérer.

..... Ces vues réalistes sont pour l'Angleterre ou pour l'Italie aussi bien que pour la France, la forme monarchique du gouvernement n'y fait rien; du moment qu'il s'agit de démocraties libérales et parlementaires, il y a même infirmité internationale et nécessité du même remède.

Seules, les démocraties autoritaires peuvent subsister par elles-mêmes, du moins pendant un temps, parce qu'elles ont un gouvernement fort, capable de suivre des desseins, mais elles semblent périodiquement acculées à la guerre; nous en avons jadis fait l'expérience chez nous et la démocratie impérialiste allemande en fournit au monde épouvanté un exemple terrible. Je ne pense pas que ni l'Angleterre, ni la France aient envie de recommencer l'expérience de l'impérialisme autoritaire. Je suppose que, tout en cherchant des garanties pour leur sûreté internationale dans l'avenir, elles entendent conserver leurs institutions libérales et leur amour de la paix, alors elles doivent se confédérer.

Ou la liberté, la paix et la sûreté par la confédération, ou la force et les aventures par un impérialisme autoritaire; il n'y a point de milieu pour les démocraties, jusqu'à ce qu'elles aient réalisé l'éducation et l'organisation de leur suffrage universel.



## A nos abonnés et à nos lecteurs

---

*Nous avons pu assurer depuis le mois de mai la publication mensuelle de la Civilisation française (nos 2-5); les difficultés présentes du travail typographique dans notre pays ne nous ont pas permis de faire plus et de regagner tout notre retard du début de l'année.*

*Pourtant la mise en vente par les libraires s'accommode mal d'un désaccord entre la date inscrite sur un numéro de revue et l'époque de la publication. Nous avons dû rétablir la concordance nécessaire en attribuant au présent numéro et au numéro prochain une double date.*

*Il est à peine besoin de dire que cet artifice, auquel les efforts de notre imprimeur et les nôtres dispenseront sans doute de recourir à nouveau, laisse intact le droit de nos abonnés à recevoir douze numéros pour un abonnement d'un an.*

Pour les articles non signés :  
Le Directeur-gérant, P. DESJARDINS.

---

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS



# SOMMAIRE

---

COURRIER DE FRANCE.

## I. Connaissance de la France passée

- Le romantisme français, III* ..... André MONGLOND  
*Les traits caractéristiques de l'esprit français*.... Gustave LANSON  
*Études récentes sur l'histoire du XVI<sup>e</sup> siècle*.... V.-L. BOURRILLY

## II. Enquête sur la France actuelle

- Le fait religieux dans la France contemporaine*... Alfred RÉBELLIAU

CHRONIQUES.

- Vie paysanne*..... Émile GUILLAUMIN  
*Travail scientifique et industriel* ..... L. HOULLEVIGUE  
*Chronique littéraire*..... Daniel MORNET  
*Vie politique*..... G. GUY-GRAND

## III. Documents et correspondance

- Vers une confédération des puissances de l'Entente*. Maurice HAURIOU